



Grégory KALFLÈCHE

Né le 9 mai 1972 à LILLE
Marié, deux enfants

Agrégé des facultés de droit
Professeur de droit public à l'Université Toulouse Capitole
Co-directeur du Master 2 Droit public général
Directeur du MBA Juriste commande publique

FORMATION

- 2006 : **Agrégation de droit public**, nomination et titularisation comme **professeur de droit public à l'Université de La Réunion (2006-2011), Mutation à l'université Toulouse 1 Capitole (2011-...)**
- 2006 : Qualification par le Conseil national des Universités aux fonctions de Maître de conférences, recrutement à l'Université Paris II Panthéon-Assas.
- 2005 : Obtention du **Certificat d'aptitude à la profession d'Avocat (CAPA)**, École française du barreau, CRFPA Paris
- 1996/04 : **Thèse de doctorat de droit public**, intitulée « **Des marchés publics à la commande publique, l'évolution du droit des marchés publics** » Université Paris II Panthéon-Assas sous la direction de M. le professeur P. DELVOLVÉ.
Allocataire de recherche Université Paris 2, 1996-1998, puis armée et de nouveau 1999-2000. ATER université Paris 2, 2000-2002
- 1998/99 : Service national en tant qu'**aspirant, juriste** à la Direction du personnel militaire de l'armée de Terre – section discipline / amnisties. Dossiers de sanctions disciplinaires pour les militaires de carrière et traitement des amnisties de ces sanctions
- 1996/97: **DESS de droit de l'immobilier et de la construction**, sous la direction du Professeur Ph. MALINVAUD, mention assez bien, Paris II Panthéon-Assas
- 1995/96: **DEA de droit public de l'économie** sous la direction du Professeur P. DELVOLVÉ Paris II Panthéon-Assas.
- 1992/95: **DEUG, Licence, Maîtrise en droit public (mention Bien)** à Paris II Panthéon-Assas.
- 1991: **Lettres Supérieures (Hypokhâgne moderne)** au Lycée Chaptal (Paris 17^e), admis en Khâgne et équivalence 1^{er} année de DEUG Allemand à l'Université Paris IV Sorbonne

ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE RECHERCHE

OUVRAGES :

Ouvrages écrits

- Ouvrage « **Droit de l'Urbanisme** », Paris, P.U.F. collection **Thémis**
 - 1^{re} ed. 2012, 391 p.
 - 2^e ed. 2018, 507 p.
 - 3^e ed. 2021, 566 p.
- Ouvrage « **Les grands arrêts du droit de l'environnement** », Paris, Dalloz, coll. **Les grands arrêts**, 1^{re} ed. 13 déc. 2017, dir. E. NAIM-GESBERT et Ph. BILLET, avec J.-M. FÉVRIER, G. KALFLÈCHE, A. LAGET-ANNAMAYER, I. MICHALLET et J.-B. SEUBE

3. **Thèse : « Des marchés publics à la commande publique. L'évolution du droit des marchés publics »** dirigée par le Professeur P. DELVOLVÉ.

Prix de thèse Émile Girardeau de l'Académie des sciences morales et politiques

Soutenue devant Mme M. LOMBARD, présidente du jury, MM. L. RICHER et F. LLORENS, rapporteurs, et MM. P. DELVOLVÉ et B. SEILLER.

Mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité et proposition pour l'attribution d'un prix de thèse à l'unanimité

Mention de l'Université Paris II Panthéon-Assas

4. **Ouvrage « Réforme 2006 du Code des marchés publics », Paris, Éditions-législatives, collection Actuel, 2006, 144 p.**
5. **Ouvrage intitulé « Transports publics et délégations de service public », Paris, GART, 2005, 250 p.** Direction et rédaction de la 1^{re} partie.

Ouvrages dirigés

6. **Ouvrage intitulé « L'avenir de l'Union économique et monétaire : une perspective franco-allemande », Paris : LDGJ coll. Droit et économie, déc. 2018, 234 p., en codirection avec Matthias RUFFERT et Thomas PERROUD.**
7. **Ouvrage intitulé « La codification de la procédure administrative non contentieuse de l'Union européenne », Toulouse : Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole & Lextenso Editions, coll. Cahiers Jean Monnet, 2020, 265 p., en codirection avec Marc BLANQUET**

ARTICLES DANS DES REVUES

1. « **SRADDET : la pertinence d'un "super-plan" régional** », JCP A, juillet 2024
2. « **Les principes de la commande publique en Allemagne : réflexions sur les différences de réception des principes européens par les États membres** », avec I. NOLL, *Revue Lamy de la concurrence*, n° 118, juillet-août 2022, RLC 4280, pp. 29-35
3. « **Les enjeux de la fabrication de la ville intelligente : la création d'un nouveau modèle urbain ?** », *Droit & Ville*, n°93, juillet 2022, pp. 237-255
4. « **La zéro artificialisation nette (ZAN) et le droit de l'urbanisme** », DAUH 2022, pp. 35-52
5. « **Commande publique et entreprises en difficulté : vade mecum du maintien de l'activité** », avec N. THOMAS et C. SAYAG, *Revue des procédures collectives*, 2022 n° 2, dossier 18
6. « **Les enjeux des rapports entre commande publique et entreprises en difficulté** », avec M. DIESBECQ, N. THOMAS et C. SAYAG *Revue des procédures collectives*, 2022 n° 2, dossier 17
7. « **Loi ASAP, Entreprises en difficulté et commande publique** », Avec F. MACORIG-VENIER, *Bulletin Joly Entreprises en difficultés (BJE)*, mai 2021, n° 200b5, p. 51
8. « **Coronavirus et planification urbanistique** », *Complément Urbanisme-Aménagement*, Juin 2020 p. 28
9. « **Les restrictions de l'intérêt à agir des particuliers en droit de l'urbanisme : une réforme inutile ?** », RDP 1/2020 pp. 17-30
10. « **Fonder une responsabilité à l'issue du contrat : des questions encore en suspens** », *AJDA* décembre 2019 p. 2558
11. « **Une frontière complexe : la distinction entre les contrats domaniaux et les contrats de la commande publique** », *Droit & Ville*, n° 87, nov. 2019, pp. 35-64
12. « **Pour l'instauration de référés spéciaux en droit de l'urbanisme** », JCP A, n° 25, 24 juin 2019, Étude n° 2196

13. « **Contrats administratif et droit des entreprises en difficulté** », Bulletin Joly Entreprises en difficulté, Janv. 2019 p. 63
14. « **Les modalités de gestion du service public de l'eau** », Revue Méditerranéenne de Droit Public (RMDP) n° VIII, oct. 2018, p. 320.
15. « **Le code de la commande publique, naissance d'une matière ?** », BJCL, n°10/2018, octobre 2018, p. 724.
16. « **De quelques incongruités relatives aux heures complémentaires dans l'enseignement supérieur** », Tribune, AJDA n° 18/2018, p. 1001
17. « **Contractualisation et interventionnisme économique** » RFDA 2018, n° 2, p. 214
18. « **Petites et moyennes entreprises ultramarines et commande publique. Les questions du premier Small Business Act français pour l'outre-mer** » AJDA 2018, n° 2, p. 105
19. « **Les modalités d'exploitation des services publics de transports urbains** », *Droit & Ville*, n° 82, 2017, pp. 85-105
20. « **Les sociétés à participation publique et État actionnaire après la loi Macron** », Revue de jurisprudence commerciale, Nov.-Déc. 2015
21. « **Les concessions : faut-il avoir peur du rapprochement avec les marchés ?** » Contrats et marchés publics, juin 2014, p. 16
22. « **Référé précontractuel et droit de la propriété intellectuelle : les doubles malheurs du candidat irrecevable** », Dalloz 2014 p. 340 avec P. EGEA
23. « **Étude critique des nouvelles définitions des surfaces en droit de l'urbanisme** », Droit et Ville, 2013, n° 75, p. 5-20.
24. « **Le droit des collectivités déborde d'énergie** », Editorial, Revue Lamy Droit des collectivités territoriales (RLCT), n° 95, novembre 2013, p. 3, avec P. IDOUX
25. « **Institutionnal arrangement and instruments of action against the economical crisis** », Revue Européenne de droit public, n° 87, avril 2013, p. 159
26. « **Le contrôle des collectivités sur les SPL : faut-il rénover le *In House* ?** », RFDA 2012, p. 1120
27. « **Les compensations de service public du Paquet Almunia, une obscure clarté** », Revue Europe, juin 2012, n° 6 pp. 26-31, avec Jean-Gabriel SORBARA
28. « **Droit de l'urbanisme et énergies renouvelables : je t'aime, moi non plus** », *Droit de l'environnement*, avril 2012, hors-série, p. 25-29
29. « **La problématique de la maîtrise des sols par les personnes publiques à Mayotte : urbanisme, domanialité** », in RJOI 2011, n° 13, p. 65
30. « **A evolução pública em França, entre a ampliação do âmbito de aplicação e implementação dos princípios da contratação pública** », Presse de l'université de Maputo, Moçambique. 2010
31. « **Le contrôle de proportionnalité devant le juge administratif** », Les Petites Affiches, n° 46 spécial, 5 mars 2009 pp. 46-53
32. « **La modification des directives "recours" en matière de marchés publics, une boule de cristal pour le contentieux des contrats publics** », Revue Europe, avril 2008, n° 4, Étude.
33. « **Les directives recours « nouvelles versions » et le contentieux de la commande publique** » *Bulletin d'actualité commande publique*, 2007, n° 12, éditions législatives.
34. « **De minimis curat europae consilium : À propos de la communication interprétative de la commission relative au droit communautaire applicable aux passations de marchés non soumises ou partiellement soumises aux directives « marchés publics » du 23 juin 2006** », Revue Europe, juillet 2007, n° 7, Étude 18, p. 7

35. « Secteur public et concurrence : la convergence des droits, A propos des droits de la concurrence et de la commande publique », *AJDA* 24 décembre 2007, n° 44 pp. 2420-2425

ARTICLES DANS DES OUVRAGES

36. « Le passage du droit général au droit spécial : l'exemple du contentieux de l'urbanisme », in *Droit général et droit spécial*, LGDJ coll. Colloques de l'Association française pour la recherche en droit administratif (AFDA), à paraître
37. « La nouvelle université, cadre institutionnel de la doctrine des années 1970 », in *La doctrine des années 1970*, dir. W. Mastor et J.-G. Sorbara, 2024
38. « L'intégration des mobilités dans les villes », in *Droit des Mobilités*, dir. S. Martin et L. de Fontenelle, 2024
39. « Changements climatiques et développement durable : les réponses de la commande publique » in *Changements climatiques, dérèglements juridiques ?*, Paris : Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie - Louis Joinet coll. Colloques et Essais, dir. C. Pomart et O. Dupéré, juin 2023, p. 155
40. « La régularisation de la candidature et de l'offre durant la procédure de passation d'un contrat de la commande publique » in *L'exclusion de la procédure de passation de la commande publique, l'examen des candidatures*, dir. V. Bouhier, 2023
41. « U comme urbanisme », in *Abécédaire du GART*, Paris, 7 oct. 2021, 238 p., p. 199
42. « La commande publique comme levier de développement de l'économie circulaire », in *Du droit des déchets au droit de l'économie circulaire. Regards sur la loi du 10 février 2020*, dir. M. Boul et R. Radiguet, sept. 2021 pp. 215-230
43. « L'habitat insalubre et indigne », Dictionnaire de l'outre-mer, sept. 2021, dir. M. Maisonneuve et G. Giraudeau, Paris : Lexisnexis, 544 p.
44. « Le Schéma d'aménagement régional », Dictionnaire de l'outre-mer, sept. 2021, dir. M. Maisonneuve et G. Giraudeau, Paris : Lexisnexis, 544 p
45. « Smart Cities et domanialité publique », in *Mélanges en l'honneur du Professeur Christian Laviaille*, Toulouse : PUSS, coll. Mélanges, 2022, 782 p., p. 357.
46. « Droit de l'urbanisme et droit de la construction : une proposition de classification des matières en réseau », in *Mélanges Saint-Alary-Houin, Un droit « positif », un droit de progrès*, Paris : LGDJ coll. Mélanges, 12/2020, 600 p.
47. « "Une dictature de l'urbanisme", par Jean Giraudoux » *Les Grands discours de la culture juridique*, Paris : Dalloz, 2^e ed. 2020, pp. 972-985
48. « Transports durables et droit de l'urbanisme » in *Transports et développement durable*, dir. E. Naim-Gesbert et S. Mouton : Marseille, PUAM, 2019, pp. 78-90
49. « Les crèches : entre symbole religieux et culture laïque », In *La Laïcité à l'œuvre et à l'épreuve*, Presse de l'IFR-LGDJ, 2018, pp. 29-44
50. « Commande publique », entrée in *Dictionnaire encyclopédique de la décentralisation*, dir. V. Aubelle, C. Courtecuisse, N. Kada, R. Pasquier, Paris : Berger-Levrault, févr. 2017
51. « La limitation organisée de l'accès à la justice en droit de l'urbanisme », avec C. Morot-Monomy, in *Le droit d'accès à la justice en matière d'environnement*, Toulouse : Presse de l'Université Toulouse 1 Capitole, coll. IFR actes de colloques, 2016, 389 p., spé. pp. 277-295
52. « Le raisonnable dans les contrats publics », in *Le raisonnable en droit administratif*, Paris : Edition l'Épitoge, juillet 2016, 134 p., spé. p.
53. « L'esperienza francese della Perequazione urbanistica : varie pratiche senza teorizzazione generale », in *Perequazione Urbanistica, Materiali per la comparazione giuridica*, dir. D. d'Orsogna, Torino : G. Giappichelli Editore – Torino, 2016 pp. 69-80

54. « **L'école doctorale et la recherche juridique** », in *La recherche juridique vue par ses acteurs*, Toulouse : Presses universitaires des sciences sociales / LGDJ, 2016 pp. 31-44.
55. « **L'erreur en droit des contrats administratifs** », in *L'erreur en droit public*, Aix-en-Provence : Presses universitaires d'Aix-Marseille (PUAM), Coll. Droits, pouvoirs & société, oct. 2015, dir. A. VIDAL-NAQUET, 180 p., spé. p. 113-123
56. « **La participation des membres des tribunaux aux instances administratives et aux juridictions administratives spéciales** » in *L'identité des Tribunaux administratifs*, Paris : LGDJ coll. Grands colloques, dir. X. BIOY *et alii*, 11/2014 pp. 299-308
57. « **La qualité de la norme en droit administratif spécial** » In « *La qualité de la norme* », rapport pour l'ANR 2013
58. « **Coutume et outre-mer : la coutume et la diversité dans la République** », in "La coutume dans tous ses états", Paris : Éditions La Mémoire du Droit, 2013, pp. 299-317
59. « **Le dépassement des liens entre personne et patrimoine. Analyse comparée droit privé/droit public** », avec F. MACORIG-VÉNIER, M.-H. MONSÉRIÉ-BON et J.-G. SORBARA *et alii*, in *La personnalité juridique*, PUSS, travaux de l'IFR, dir X. BIOY, 2013
60. « **Les stades des Coupes du Monde** », in *Droit et coupe du monde*, dir. M. Maisonneuve, Paris : Economica, coll. Etudes juridiques, 2011 pp. 249-270
61. « **La notion de contentieux, une spécificité du droit public ?** », in *L'identité du droit public*, Travaux de l'IFR Mutation des normes juridiques, dir. X. Bioy, Presse de l'université de Toulouse 1, 2011
62. « **Homonymie et intégration communautaire** », in *Les notions juridiques*, Economica coll. Études Juridiques, T. 31, dir. Guillaume Tusseau, 2009, pp. 139-152
63. « **Les interventions de la puissance publique en matière économique** », in *Droit administratif et administration*, coll. Les notices, La documentation française, 2008, 173 p. spé. pp 133-140
64. **Fascicule Jurisclasseur n° 761 sur les conventions de délégation de services publics** dans le jurisclasseur « Collectivités territoriales », avec le professeur M. GROS

CHRONIQUES ET NOTES DE JURISPRUDENCES

65. **Chronique de droit public de la propriété intellectuelle, Revue Propriété Intellectuelle, n° 92, juillet 2024, p. XX, avec N. BINCTIN, N. FOULQUIER et J.-G. SORBARA**
 - CE, 9 février 2024, Sté Phone Recycle Solution & Syndicat interprofessionnel du reconditionnement et de la régénération des matériels informatiques, électroniques et télécoms (SIRRMIE), n° 472346 et n° 472448
 - CE, 5 février 2024, *Association « Les diagnostiqueurs indépendants » (LDI)*, n° 461336
 - CE, 4 décembre 2023, *Société Fromagère d'Orbec*, n° 462065
 - CE, 4 décembre 2023, *Société Compagnie des Fromages et Richesmonts*, n° 463386
 - CAA Bordeaux, 11 janvier 2024, *SARL Victoria - Faure Événement*, n° 23BX02469
 - CAA Paris, 26 janvier 2024, *Association Francophonie Avenir*, n° 22PA05154 & n° 22PA05156
 - CAA Paris, 15 mai 2024, *Association Francophonie Avenir*, n° 22PA05155
66. **Chronique de « droit de l'Urbanisme et cadre de vie », Revue juridique de l'environnement (RJE), n° 1/2024, mars 2024, p. 195 avec Ph. Zavoli (partie urbanisme)**
 - Décret n° 2023-1259 du 26 décembre 2023 *précisant les modalités d'application de la définition de la friche dans le code de l'urbanisme*
 - Conseil constitutionnel, n° 2023-852 DC du 20 juillet 2023 *loi visant à régulariser le plan local d'urbanisme intercommunal de la communauté de commune du Bas-Chablais*
 - CE, 2 juin 2023, *SCI du 90-94 avenue de la République*, n° 461645
 - CE, 1er décembre 2023, *Commune de Gorbio*, n° 448905
 - CE, 24 octobre 2023, *M. B. c/ Commune d'Aix-en-Provence*, n° 462511
 - CE, 4 octobre 2023, *M. et Mme A c/ Commune de Montbonnot-Saint-Martin*, n° 467962
 - CE, 1er mars 2023, *Société Energie Ménétréols*, n° 455629
 - CAA Marseille, 27 juin 2023, *M. C. A. C/ Majf*, n° 21MA04501

67. Chronique de droit public de la propriété intellectuelle, Revue Propriété Intellectuelle, n° 88, juillet 2023, p. 100, avec N. BINCTIN, N. FOULQUIER et J.-G. SORBARA

- CE, 22 juillet 2022, *Coopérative Isigny-sur-Mer, Syndicat normand des fabricants de camembert et Sté Lactalis*, n° 452140, 447234 et 448526
- CE, 19 décembre 2022, *Syndicat interprofessionnel du reconditionnement et de la régénération des matériels informatiques, électroniques et télécoms (SIRMIET)*, n° 455319
- CAA de Toulouse, 22 novembre 2022, *Association Francophonie Avenir*, 22TL21601
- CAA de Versailles, 24 mai 2022, *SAS Azzentis Technology*, n° 20VE01924

68. Chronique de droit public de la propriété intellectuelle, Revue Propriété Intellectuelle, n° 84, juillet 2022, p. 115-126, avec N. BINCTIN, N. FOULQUIER et J.-G. SORBARA

- CE, 16 mai 2022, *Commune de Nîmes*, n° 459904
- CE, 8 juillet 2021, *UFC-Que Choisir*, n° 454030
- Règlement du Parlement et du Conseil du 30 mai 2022 *portant sur la gouvernance européenne des données et modifiant le règlement (UE) 2018/1724* (dit « règlement sur la gouvernance des données ») ou *Data governance Act*.
- Arrêté du 14 déc. 2021 *portant approbation d'un cahier de clauses de livraison continue numérique*

69. Chronique de droit de l'Urbanisme, Revue juridique de l'environnement (RJE), n° 1/2022, janvier 2022, pp. 151-162

- Réponse ministérielle n° 32218 JOAN Q 7 décembre 2021 p. 8695, question de M. Daniel Labaronne
- Rapport d'information n° 3811 du 27 janvier 2021 de l'Assemblée nationale, *sur la revalorisation des friches industrielles, commerciales et administratives*, présenté par M. Adam et Mme Kerbahrh
- Loi n° 2021-85 du 29 janv. 2021 *visant à définir et protéger le patrimoine sensoriel des campagnes françaises*
- CE 13 décembre 2021, *M. D.O. c. Cne d'Erquy*, n° 443815
- TA Strasbourg, 14 octobre 2021, *Communauté de communes du pays de Bitche* n° 2001288
- TA Toulouse du 30 mars 2021, *Collectif des riverains de l'avenue de la République et la Route de Toulouse à Cornebarrieu et a.*, n° 1902329
- CE 17 mars 2021, *Ass. Synd. autorisée des propriétaires du domaine de Beauvallon*, n° 43024
- TA Montreuil, 2 décembre 2021, *Alternatiba Rosny et MNLE 93 Nord Est Parisien*, n° 2009343
- CE 28 avril 2021, *M. D. B. c. Cne de Saint-Brévin-les-Pins*, n° 441402
- CE, Avis, sect., 2 octobre 2020, *M. B. A. c. Cne de Seignosse*, n° 438318
- CE 17 mars 2021, *Mme C. c. Cne de Francheville*, n° 436073
- TA Grenoble, 21 septembre 2021, *M. F. D. c. Cne de Veyrier-du-Lac*, n° 1901649

70. Chronique de droit public de la propriété intellectuelle, Revue Propriété Intellectuelle, n° 80, juillet 2021, p. 115-129, avec N. BINCTIN, N. FOULQUIER et J.-G. SORBARA

- CE 30 novembre 2020, *Sté Effik*, n° 433145
- CAA Versailles, 2 févr. 2021, *Sté Inter Prod*, n° 18VE01827
- CAA Paris, 7 juil. 2020, *M. E. c/ Directeur départemental de la protection de populations de Paris*, n° 19PA00009
- Modification des CCAG pour les marchés publics et propriété intellectuelle
- CE 29 mai 2020, *AFNUM*, n° 440817
- CE Ord. 24 déc. 2020, *Syndicat normand des fabricants de camembert*, n° 447374

71. Chronique de droit public de la propriété intellectuelle, Revue Propriété Intellectuelle, n° 76, juillet 2020, p. 143-160, avec N. BINCTIN, N. FOULQUIER et J.-G. SORBARA

- CE 27 novembre 2019, *Sté Molotov*, n° 424398
- CE 27 novembre 2019, *Sté Archos*, n° 425595
- CE 12 février 2020, *La Quadrature du Net et autres*, n° 433539 et décision n° 2020-841 QPC du 20 mai 2020, *La Quadrature du Net et autres*
- CAA Marseille, 28 juin 2019, *SCV La Vignerons de Grimaud*, n° 18MA05245 et CAA Marseille, 28 juin 2019, *SAS Les coteaux du Golfe de Saint-Tropez*, n° 18MA05247

72. Chronique de droit de l'Urbanisme, Revue juridique de l'environnement (RJE), n° 1/2020, janvier 2020, pp. 171-183

- Loi du 27 décembre 2019 *relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique dite « Engagement et proximité »*
- *Guide de l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme. Une démarche au service de la qualité des documents d'urbanisme*, Commissariat général au développement durable, novembre 2019
- Décret du 21 mai 2019, n° 2019-482, *relatif aux aménagements légers autorisés dans les espaces remarquables ou caractéristiques du littoral et des milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques*
- Conseil constitutionnel, 27 sept. 2019, *Union de défense active des forains et a.*, n° 2019-805 QPC
- Décret n° 2019-563 du 7 juin 2019 *relatif à la procédure devant la Commission nationale d'aménagement commercial et au contrôle du respect des autorisations d'exploitation commerciale.*

- Décret n° 2019-617 du 21 juin 2019, *relatif aux abords de monuments historiques, aux sites patrimoniaux remarquables et à la dispense de recours à un architecte pour les coopératives d'utilisation de matériel agricole*
- CAA Douai, 28 mars 2019, *Commune de Courvelles-sous-Moyencourt c/ SCI du Moulin Martin*, n° 17DA01025
- CE 11 décembre 2019, *Société Orange c/ Cne de Locronan*, n° 434741.
- CAA Marseille, 10 oct. 2019, *M. D c/ Cne de Sanary-sur-Mer*, n° 17MA04703
- CE, 16 oct. 2019, *M. D. B. c/ ville de Valence*, n° 419756
- CE 25 février 2019, *M. B. c/ Cne de Saint-Crépin-aux-Bois*, n° 416610
- CE, 12 juillet 2019, *M. et Mme A c/ Cne de Montauban*, n° 422542
- CE 22 novembre 2019, *M. L. J. c/ Ville de Paris*, n° 420948
- Loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 *relative à l'énergie et au climat*

73. Chronique de droit public de la propriété intellectuelle, Revue Propriété Intellectuelle, n° 72, juillet 2019, avec N. BINCTIN, N. FOULQUIER et J.-G. SORBARA

- Communiqué de l'Agence du patrimoine immatériel de l'État du 27 août 2018 - "*Marcbés de moins de 25 000 € : sécurisez votre clause de propriété intellectuelle*"
- Le décret n° 2018-1225 du 24 décembre 2018, *portant diverses mesures relatives aux contrats de la commande publique*
- Arrêté du 26 décembre 2018, *relatif à la déclaration des achats innovants*
- Conseil d'État, 8 avril 2019, *Sté Orange et Région Réunion c. SAS Réunicable*, n° 426096 et 426914
- CAA Lyon, 21 mars 2019, *Société pour la réparation, le renforcement et l'étanchéité du béton armé Rhône- Alpes (Sorriba Rhône-Alpes)*, n° 17LY00554
- TA Strasbourg, ord. 16 avril 2019, *Sté X*, n° 1901892

74. Chronique de droit public de la propriété intellectuelle, Revue Propriété Intellectuelle, n° 68, juillet 2018, avec N. BINCTIN, N. FOULQUIER et J.-G. SORBARA

- CE 8 février 2017, *NotreFamille.com c/ Dept de la Vienne*, n° 389806
- CE 10 juillet 2017 *Société civile des éditeurs de langue française (SCELF)*, n° 400112,

75. Chronique de droit de l'Urbanisme, Revue juridique de l'environnement (RJE), n° 4/2017, décembre 2017, p. 771-784

- Instruction du Ministère du Logement, 5 mai 2017 (NOR : LHAL1713553J)
- La loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 *Égalité et citoyenneté*
- Décret n° 2017-1039 du 10 mai 2017 *relatif à la procédure de création ou d'extension des unités touristiques nouvelles*
- Loi n° 2017-256 du 28 février 2017 *relative à l'égalité réelle outre-mer*
- CE, 19 juil. 2017, *As. France Nature Environnement*, n° 400420
- CE, Sect. 5 mai 2017, *Association syndicale libre des Mazots du lotissement des Greniers*, n° 388902
- CE Sect., 31 mars 2017, *SARL Savoie Lac investissement*, n° 392186
- CE Sect. 31 mars 2017, *Association « les amis du Pays entre Mèze et Vilaine »*, n° 396938
- Ordonnance n° 2017-651 du 27 avril 2017 *relative aux immeubles et objets mobiliers classés ou inscrits au titre des monuments historiques*
- Décret n° 2017-608 du 21 avril 2017 *relatif à l'extension du champ des dispenses de formalité au titre du code de l'urbanisme*
- Arrêté n° du 30 mars 2017 *relatif au certificat d'urbanisme, au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme et modifiant le code de l'urbanisme*
- Loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 *relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP)*.
- Décret n° 2017-254 du 27 février 2017 *portant application des dispositions des articles L. 151-29-1 et L. 152-6 du code de l'urbanisme*
- Décret n° 2016-1738 du 14 décembre 2016 *relatif à des dispenses de recours à un architecte*
- Décret n° 2017-252 du 27 février 2017 *relatif à l'établissement du projet architectural, paysager et environnemental d'un lotissement*
- Loi n° 2017-242 du 27 février 2017 *portant réforme de la prescription en matière pénale*
- CAA Bordeaux 27 avril 2017, *Cne de Beaupuy*, n° 15BX03797
- CAA Nancy 27 avril 2017, *Cne de Westhoffen*, n° 16NC02407
- CE, 29 mars 2017, *Assoc. « Garbe à vous »*, n° 395419
- Loi n° 2017-257 du 28 février 2017 *relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain*
- CE 17 mars 2017, *Communauté de Cnes du pays Granvillais*, n° 392181
- CE, 11 juillet 2016, *Assoc. Observatoire indépendant du cadre de vie (OICV)*, n° 389936

76. Chronique de droit de l'Urbanisme, Revue juridique de l'environnement (RJE), n° 4/2015, décembre 2015, pp. 696-707

- Loi n° 2015-292 du 16 mars 2015, loi n° 2014-1545, 20 déc. 2014 dite, « loi Mandon », D. n° 2014-45, 20 janv. 2014
- CE, 8 avr. 2015, n° 367167, *Sté Masarin c. Cne de Crozon*
- CE, 30 mars 2015, n° 375117, *SITA Ile-de-France*

- Décret n° 2015-165 du 12 février 2015, Décret n° 2015-268, 10 mars 2015
- TA Versailles, Ord. 16 juin 2015, n° 150267
- CE 22 mai 2015, n° 385183, *Préfet de la Haute-Corse*
- Cons. Constitutionnel, 9 avril 2015, 2015-464 QPC
- CE, 16 mars 2015, n° 380498, *Ville de Paris*
- CE, 25 févr. 2015, n° 367335, *Communauté d'agglomération de Mantes-en-Yvelines*
- Loi n° 2014-626 du 18 juin 2014 dite « loi Pinel ».
- CE 8 avril 2015, n° 365804, *Mme B. A...*
- CE, 30 mars 2015, n° 369431, *Association pour la protection des animaux sauvages (ASPAS)*
- CAA Nantes, 11 mai 2015, 13NT03248, *M. A... C...*
- CE, 13 mars 2015, n° 358677, *Mme A c. Mairie de Nice*

77. Chronique « application du droit de l'Union par les juridictions administratives » (septembre 2014 – août 2015), Europe, n° 10, octobre 2015, chr. 3, p. 4

- CE, ord. 9 décembre 2014, *Mme A*, n° 386029
- CE, 11 mai 2015, *M. Q*, n° 383664
- CE, 31 octobre 2014, *M. A... B...*, n° 383664
- CE, 10 oct 2014, *Association Elena et a.*, n° 375474 et 375920
- CE, ord. 29 juin 2015, *GISTI et a.*, n° 391192
- CE, 30 janv. 2015, *Région Provence-Alpes-Côte d'Azur*, n° 374022
- CE, 17 décembre 2014, *Ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie c/ Gilbert et Époux Molin*, n° 367202 et 367203
- CE, 27 mars 2015, *M. Quintanel*, n° 372426

78. Chronique de droit public des affaires (juillet à octobre 2014), Revue Lamy Droit des Collectivités Territoriales (RLCT) n° 11, novembre 2014

- Décret n° 2014-1097 du 26 septembre 2014 *portant mesures de simplification applicables aux marchés publics* (instauration des partenariat d'innovation)
- Loi n° 2014-873 du 4 août 2014 *pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes*
- Question n° 12527 JO Sénat 17 juillet 2014 p. 1700
- Mise à jour du guide des bonnes pratiques
- CE 16 juillet 2014, *M. A B*, n° 377145
- CE 8 octobre 2014, *SIVOM de Saint-François-Longchamp Montgellafrey*, n° 370990
- CE 10 octobre 2014, *Syndicat national des fabricants d'isolants en laines minérales manufacturées*, n° 367807
- CE 17 octobre 2014, *Communauté urbaine de Lille*, n° 378434

79. Chronique « application du droit de l'Union par les juridictions administratives » (juin 2013 – janvier 2014), Europe, n° 11, novembre 2014, p. 4

- CE 30 juil. 2014, *Commune de Biarritz*, n° 363007
- CE 4 avril 2014, *Département du Tarn et Garonne*, n° 358994
- CE, ass., 4 avr. 2014, *Min. Écologie, Développement durable et Énergie c. Lambois et a.* n° 362785
- CE, 5 mai 2014, *Sté Mercedes-Benz France*, n° 370830
- CE, ord. 6 mai 2014, *Association pour la sauvegarde et la réhabilitation de la faune des Antilles (ASEA)*, n°376812
- CE, ord. 5 mai 2014, *Association générale des producteurs de maïs (AGPM), SARL LE Trouilh et EARL de Candelon*, n°376808, 377133
- CE, 11 avril 2014, *Association nationale des opérateurs détaillants en énergie (ANODE)*, n° 365219
- CE, ord, 12 sept. 2014, *Association nationale des opérateurs détaillants en énergie (ANODE)*, n° 383721

80. Chronique de droit public des affaires (avril à juin 2014), Revue Lamy Droit des Collectivités Territoriales (RLCT) n° 103, juillet 2014

- Réglementation : directive 2014/55 relative à la facturation électronique dans les marchés publics
- Question écrite AN n° 40143 contrats de gré à gré
- Les contrats de ville et les baux réels immobiliers : naissance de deux contrats nommés
- Question écrite AN n° 08748 relatif aux différentes formes de régies
- CE Ass, 4 avril 2014, *Département du Tarn-et-Garonne*, n° 358994
- CAA Paris, 18 mars 2014, *Sté Axxcess SAS*, n° 12PA02599
- CE, 5 mars 2014, *Sté Eiffage TP*, n° 374048
- CAA Bordeaux, 7 mai 2014, *M. C*, n° 12BX01313
- CE, 7 mars 2014, *CHU de Rouen*, n° 372897

81. Chronique de droit public des affaires (novembre 2013 à mars 2014), Revue Lamy Droit des Collectivités Territoriales (RLCT) n° 98, avril. 2014

- Réglementation : Vote définitif des nouvelles directives marchés et concessions

- Question écrite AN n° 32663 JO 15/10/2013 marchés sans mise en concurrence
 - CE, 2 oct. 2013, *Dept. Lot et Garonne c. Sté Caminéo*, n° 368900
 - CAA Lyon, 5 décembre 2013, *Société AD Arnaud Démolition*, n° 12LY01142
 - CAA Versailles, 10 octobre 2013, *Société générale des travaux européens (SGTE)*, n° 12VE00585
 - CE, 11 décembre 2013, *Société Antillaise de sécurité c. Grand port maritime de la Martinique*, n° 372214
- 82. Chronique « application du droit de l'Union par les juridictions administratives » (juin 2013 – janvier 2014), Europe, n° 3, mars 2014**
- CE Ord. 14 février 2014, *Union nationale des associations de santé à domicile et autres*, n° 374699
 - CE, Ord. 5 février 2014, *Association Humanité et biodiversité et autres*, n° 375071, 375073, 375075
 - CE, ord. 27 août 2013, *Société Mercedes-Benz France*, n° 370831.
- 83. Chronique de droit de l'Urbanisme, Revue juridique de l'environnement (RJE), n° 4/2013, décembre 2013, p. 648**
- CE, 29 oct. 2012, *Association Cultures et citoyenneté de Marne-la-Vallée*, n° 332257
 - CE, 25 juillet 2013, *SARL Lodge at Val*, n° 363537
 - CE, 12 juin 2013, *Cne de Loudevielle*, n° 365861
 - CE, 12 juin 2013, *Cne de Lambesc*, n° 358922
 - CAA Lyon, 28 février 2013, *Sté du Parc Eolien de Sarry*, n° 12LY01689
 - CAA Bordeaux, 25 avril 2013, *Ministre de l'Ecologie*, n° 11BX03399
- 84. Chronique de droit public des affaires (Juillet à novembre 2013), Revue Lamy Droit des Collectivités Territoriales (RLCT) n° 95, nov. 2013 p. 29**
- Réglementation : Réhaussement des seuils des marchés publics & question sur les accords-cadres
 - TC, 8 juill. 2013, *Sté d'exploitation des énergies photovoltaïques*, n°3906
 - CE, 15mai 2013, *Ville de Paris*, n°364593
- 85. Chronique « application du droit de l'Union par les juridictions administratives » (décembre 2012 – juin 2013), Europe, n° 8, août 2013, p. 8**
- CE, 12 avril 2013, *Association coordination interrégionale Stop THT*, n° 342409
 - CE, 6 juin 2013, *M. Pitté*, n° 337320 et 327375
 - CE, ord. 14 février 2013, *M. L.* n° 365459
- 86. Chronique « application du droit de l'Union par les juridictions administratives » (juin - novembre 2012), Europe, n° 12, décembre 2012, p. 6**
- CE, 10 juillet 2012, *SA GDF Suez et ANODE*, n° 353555 et 353556
 - CE, 22 oct. 2012, *SIPPEREC*, n° 332641
 - CE, 13 juillet 2012, *CMN et SNCM*, n° 355616
 - CAA Marseille, 7 nov. 2011, *Sté Corsica Ferries*, n° 08MA01604
 - CE, 13 juillet 2012, *Cnté de Cne d'Erdre et Gesvres et a.*, n° 347073
- 87. Chronique « application du droit de l'Union par les juridictions administratives » (novembre 2011 - mai 2012), Europe, n° 7, juillet 2012**
- CE, ord 18 mai 2012, *EARL de Commenian et EARL de Candelon*, n° 358614
 - CE, 28 nov. 2011, *Sté Monsanto SAS et autres*, n° 312921
 - CE, 7 mars 2012, *Mouvement pour les droits et le respect des générations futures* n° 332804
 - CE, 15 mai 2012, *Association Vent de Colère ! Fédération nationale et a.*, n° 324852
 - CE, ord, 28 nov. 2011, *Assoc. Nat.des opérateurs détaillants en énergie (ANODE)*, n°353554
 - CE, 30 nov. 2011, *M Torregrossa*, n° 348161
 - CE, 26 oct. 2011, *Assoc. pour la promotion de l'image et autres*, n° 317827
- 88. « Droit administratif 2012 : méthodologie & sujets corrigés », dir. P. Gonod, Paris, Dalloz, 2011, correction d'un exercice**
- 89. Chronique « application du droit de l'Union par les juridictions administratives » (juin - octobre 2011), Europe, n° 11, novembre 2011**
- CE, 17 juin 2011, *Sté Canal + Distribution et autres*, n° 324816
 - CE, 19 oct. 2011, *Sté Apple Inc et Sté iTunes Sarl*, n° 339154
 - CE 14 oct. 2011, *Ordre des avocats au barreau de Paris*, (3 espèces) n° 332126, 343662, 337819
 - CE 10 oct. 2011, *Union syndicale solidaire Isère*, n° 301014
 - CE 16 févr. 2011, *Confédération paysanne et a.*, 314016
 - CE 3 oct. 2011, *Union nationale de l'apiculture française*, n° 336647

- 90. Chronique « application du droit communautaire par les juridictions administratives » (juin 2010-juin 2011), Europe, n° 7-8 juillet 2011, chr. 1**
- TA Marseille, 24 févr. 2011, *M. Adem Aksoy*, n° 1101063
 - CE, 21 mars 2011, *M. Jin et M. Thiero*, n° 345978 et 346612
 - CE 1er juin 2011, *Société Koné*, n° 346405
 - CE Sect. 3 décembre 2010, *Ville de Paris et Assoc. Paris Jean-Bouin*, n° 338272
 - CE 30 mars 2011, *Sté Betclie Entreprises Limited (BEL)*, n° 342142
- 91. « Droit administratif 2011 : méthodologie & sujets corrigés », dir. P. Gonod, Paris, Dalloz, 2010, correction d'un exercice**
- 92. Chronique de jurisprudence touchant à l'Outre-mer, RJOI, 2011, n° 12**
- CE 19 juillet 2010, *Région Réunion*, n° 337071
 - CE 4 octobre 2010, *M. Angel D*, n° 325192
 - CE 23 juillet 2010, *Ministre de l'intérieur, de l'Outre-mer et des collectivités territoriales*, n° 335845
 - CE 24 novembre 2010, *Président de la Polynésie française*, n° 332628
 - TA de Saint-Denis, 26 novembre 2009, *Cne de Saint-Paul c/ préfet de La Réunion*, n° 0700054
- 93. Chronique de jurisprudence de la cour administrative d'appel de Bordeaux en appel des jugements du tribunal administratif de Saint-Denis, RJOI, 2010, n° 11**
- CE, 8 avril 2009, *Compagnie générale des eaux, Cne d'Olivet*, n° 271737, 271782
- 94. Chronique « application du droit communautaire par les juridictions administratives » (janvier-décembre 2009), Europe, n° 3 mars 2010, p. 10**
- CE 3 juin 2009, *Société Arcelor Atlantique et Lorraine et autres*, n° 287110
 - CE Ass. 30 octobre 2009, *Mme Perreux*, n° 298348
 - CE 1er avril 2009, *Communauté urbaine de Bordeaux et Sté Kéolis*, n° 323585 et n°323593
 - CE 7 octobre 2009, *M. Bertrand A*, n° 301898
 - CE 27 juillet 2009, *Sté Boucheries du Marché*, n° 312098
 - CE 27 juillet 2009, *Société Montaudis* : n° 313502
 - CE 28 octobre 2009, *Sté coopérative agricole l'Armorique Maraîchère*, n° 306708
 - CE 19 janvier 2009, *M. Predag Vujosevic*, n° 312583
- 95. Chronique de jurisprudence de la cour administrative d'appel de Bordeaux en appel des jugements du tribunal administratif de Saint-Denis, RJOI, 2010, n° 10**
- TA Saint-Denis, 18 août 2008, *Préfet de La Réunion c/ Département de La Réunion et Société Pico-Oi/ETPO*, req. 0700570
 - CAA Bordeaux, 17 février 2009, *Communauté intercommunale du nord de la Réunion (CINOR)*, n° 08BX00018, 08BX00019, 08BX00457, 08BX00620
 - CAA Bordeaux, 5 février 2009, *M. Erick Y*, req. n° 08BX01244
 - CAA Bordeaux, 3 février 2009, *M et Mme Richard X*, req. 07BX02565
 - CAA Bordeaux, 6 janvier 2009, *Commune de l'Etang-Salé*, n° 07BX00390 et 07BX00389
 - CAA Bordeaux, 20 septembre 2008, *Commune de l'Etang-Salé*, n° 07BX00375
- 96. Chronique « application du droit communautaire par les juridictions administratives » (janvier-décembre 2008), Europe, n° 2 février 2009, p. 7**
- CE, Sect. 10 avril 2008, *Conseil national des Barreaux et a.* n°296845 & 296907
 - CE, Ass. 3 oct. 2008, *Commune d'Anney*, n°297931
 - CE 27 juin 2008, *Sté d'exploitation des sources Roxane*, n°276848
 - CE 9 mai 2008, *Sté Zeturf Limited*, n° 287503
 - CE 7 mai 2008, *Coopérative Cooperl Hunaudaye et a.* n°278820
 - CE, Ass. 7 nov. 2008, *Comité national des interprofessions du vin et appellations d'origine*, n° 282920
 - CE, Sect. 6 oct. 2008, *Cie des architectes en chef des monuments historiques*, n° 310146 & 311020
 - CE, Sect. 3 oct. 2008, *Smirgeomes*, n° 305420
 - CE 18 juin 2008, *Gestas*, n° 295831
- 97. Chronique de jurisprudence de la cour administrative d'appel de Bordeaux en appel des jugements du tribunal administratif de Saint-Denis, RJOI, 2008, n° 8**
- CAA Bordeaux, 23 janv. 2007, *SCI Ilet Créole*, n°04BX02572
 - CAA Bordeaux, 31 oct. 2007, *Région Réunion*, n°05BX00601
 - TA Saint-Denis, 5 juil. 2007, *SAS librairie Papeterie Gérard*, n°0500587
 - CE 2 mars 2007, *Sté Banque française commerciale de l'Océan Indien*, n°283257
 - TA Saint-Denis, 27 sept. 2007, *Cne de Saint-André c. Région Réunion*, n°0700032

- CAA Bordeaux, 11 juil. 2008 *Région Réunion c. Cne de Saint-André*, n°07BX02218

98. Chronique « jurisprudence du Tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion et de Mamoudzou », RJOI, 2007, n° 7, pp. 210-215

- TA Mamoudzou, 9 fev. 2006, *M. Alexis Marty c. Préfet de Mayotte*, n°0500197
- TA Mamoudzou, 20 mars 2006, *M. Deltail c. Président du conseil général de Mayotte*, 0400218
- TA Saint-Denis, 11 oct. 2006, *Mme Fergeat et crts c. Cne de Saint-Denis*, n°0600187
- TA Saint-Denis, 23 mai 2006, *M. Abdou Ali*, n°0500621
- TA Saint-Denis, 27 déc. 2006, *Dept. de la Réunion c. CHR Felix Guyon*, n°400444

99. Catégorie « Actes unilatéraux » in « Bulletin de Jurisprudence commenté de la Cour administrative d'appel de Douai », n° 6, 2006, 343 p., spé. pp 61-78

- CAA Douai, 25 jan. 2005, *Dept. du Nord c/ Smigetski*, n° 02DA00875
- CAA Douai, 31 mars 2005, *Dept. du Nord c/ Mme Edith Vandenbroucke*, n° 03DA1315
- CAA Douai, 27 janv. 2005, *Mme Isabelle Thellier*, n° 03DA00204
- CAA Douai, 25 janv. 2005, *Dept. du Nord c/ Mme F. Kasmi*, n° 03DA000431

RECENSIONS D'OUVRAGES

100. Recension GRIDAUH, Droit de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'habitat, Paris : Le Moniteur, 2023 in RJE, n°1/2024, mars 2024 p. 246

PRÉFACES

101. Préface à la thèse de Morgan Schmiederer *Les sûretés administratives*, Paris : LGDJ, coll. Bibliothèque de droit public, 2024, avec le Pr J.-G. SORBARA

102. Préface à la thèse de Frédéric Balaguer *Les principes du droit de l'urbanisme*, Paris : LGDJ, coll. Bibliothèque de droit de l'environnement et de l'urbanisme, 2022

103. Préface à la thèse de Camille Cubaynes *La durée des contrats administratifs*, Paris : LGDJ, coll. Bibliothèque de droit public, Tome 325, 2022, 528 p.

104. Préface à la thèse de Anthony Falgas *Le dualisme juridictionnel en matière de propriété publique*, Toulouse : IFR, coll. Thèses de l'IFR, 2020, 851 p.

105. Préface à l'ouvrage d'Anthony Falgas *La voie de fait administrative, Recherche sur la justification d'une notion prétorienne*, Paris : L'Harmattan, coll. Le droit aujourd'hui, 2015, 246 p.

COLLOQUES, ORGANISATIONS ET INTERVENTIONS

Organisations

1. Organisation du colloque « La Relance de l'activité Économique par le Droit de l'Urbanisme après le Covid », programme REDUC, 22 septembre 2022 à Toulouse et 16 déc. 2022 à Rodez
2. Organisation du colloque « Centenaire de l'arrêt du Bac d'Eloka », Université Toulouse 1 Capitole, 22 janvier 2021
3. Organisation du colloque « La codification de la procédure administrative non contentieuse de l'Union européenne », Université Toulouse 1 Capitole, 20 et 21 juin 2019, avec Marc Blanquet
4. Organisation du colloque « L'usage de la commande publique comme levier de développement de l'économie sociale et solidaire » avec ESS France, 20 mai 2019, Conseil économique social et environnemental.
5. Organisation du colloque « Domaine public et mise en concurrence », 28 septembre 2018, Université Toulouse 1 Capitole
6. Organisation du colloque « Le juge administratif et la commande publique », Université Toulouse 1 Capitole, 1^{er} décembre 2017, en partenariat avec le Tribunal administratif de Toulouse et l'ordre des avocats de Toulouse.

7. Organisation du colloque « L'avenir de l'Union économique et monétaire : Une perspective franco-allemande / Die Zukunft der Europäischen Wirtschafts- und Währungsunion: Eine deutsch-französische Perspektive », au Panthéon, les 30 mars et 1^{er} avril 2017 avec M. Ruffert et T. Perroud
8. Ateliers doctoraux de droit administratif européen, 26 et 27 juin 2014, IMH-IRDEIC (avec les Pr M. Blanquet, H. Gaudin, J.-G. Sorbara et Mme N. de Grove-Valdeyron)
9. Organisation du colloque, « les Directives marchés publics 2014 », Université Toulouse 1 Capitole, 15-16 mai 2014. Publication comme dossier de la revue Contrats et Marchés publics, LexisNexis.
10. Organisation du colloque « Les Sociétés publiques locales, Bilan d'un nouvel outil de gestion des services publics », Université Toulouse 1 – Capitole, 20-21 septembre 2012. Publication comme dossier de la RFDA.
11. Organisation de la journée d'étude « La Question prioritaire de constitutionnalité : Un an après », Université de La Réunion, 15 avril 2011, avec le Pr. M. Maisonneuve
12. Organisation du colloque « Droit général, droit spécial », Université de la Réunion, 28-29 mai 2009 avec le Pr P. Puig.

Interventions à des colloques

A l'étranger

1. 2023 « Le risque, cœur du droit des contrats publics en France ? », Université d'Etat de Rio de Janeiro et Procuradoria do estado do Rio de Janeiro, 24 octobre 2023, Rio de Janeiro
2. 2023 « Les principe de la commande publique et les partenariats publics privés en France », colloque « Le partenariats publics privés en France et en Egypte », Universités Ains-Chams) et Lyon III. Le Caire, Égypte, jeudi 16 mars 2023
3. 2022 “The approach to smart cities through public services” in “Law and Change: Smart Cities and Sustainability”, organized by Prof. Eva Lein, Director of the Centre of Comparative Law of BIICL (British Institute of International and Comparative Law), and Prof. Mark Findlay, Director of the CAIDG (Center for AI and Data Governance, of the Singapore Management University), June 8th, 2022.
4. 2021 “Smart Cities and the Law: how can law provide better cities ?”, Vilnius (Lituanie), 8 déc. 2021
5. 2019 « Le pouvoir discrétionnaire de l'administration est-il encore au cœur du droit administratif français ? », Colloque international « Le discrétionnaire et l'arbitraire », Rio de Janeiro, Université de l'Etat de Rio (UERJ) et procuradoria de Rio, 2 décembre 2019
6. 2019 « Légiférer contre la manipulation de l'information ? Les lois françaises du 22 décembre 2018 », *Rīgas juridika Augstskola*, Riga (Lettonie), Colloque SIPE *Les défis de la communication numérique pour l'État et sa forme démocratique*, 14 juin 2019
7. 2018 « Le contentieux précontractuel français : conséquences et perspectives comparée avec les marchés en Thaïlande », Cour administrative Suprême de Thaïlande, 27 novembre 2018
8. 2017 « Le contentieux économique devant le juge administratif », Colloque international sur « Le contentieux économique », Rio de Janeiro, Université de l'Etat de Rio (UERJ) et procuradoria de Rio, 27 et 28 novembre 2017
9. 2017 “Europeanisation of public contracts, the case of France”, University College Dublin (UCD), *Sutherland School of law*, 24 octobre 2017, Dublin, Irlande
10. 2017 « Le service public de l'eau, spécificités et modes de gestion », Colloque international du Laboratoire méditerranéen de droit public, Athènes, Grèce, 19 et 20 octobre 2017
11. 2017 Conférence-débat « The future of the European and Monetary Union » avec M. Dawson, M. Ruffert et Th. Perroud, Walter Hallstein-institut für Europäisches Verfassungsrecht, Humboldt Universität zu Berlin, 6 juillet 2017

12. 2017 Intervention au *Summer Courses*, Europeanisation of administrative Law in the Member States, 26-30 juin 2017, La Haye, Pays-Bas, « *Europeanisation of public contracts* ».
13. 2017 « La protection du patrimoine culturel immatériel en droit public », colloque *La valorisation économique du patrimoine immatériel en Côte d'Ivoire, au Sénégal et en France*, Abidjan, 6 mars 2017
14. 2016 « Quel rôle pour les municipalités dans la transition énergétique ? », Conférence pour la chaire de recherche et d'innovation Goldcorp en droit des ressources naturelles et de l'énergie, Université Laval – Québec, 23 février 2016.
15. 2014 Série de trois conférences « Vorlesungen zum französischen öffentlichen Recht » (système de droit administratif français, Droit des marchés et services publics en France et Constitution économique de la France.) Universität Jena, 9, 10, 11 décembre 2014
16. 2013 « L'évolution de l'actionnariat public dans les sociétés commerciales », Colloque international « Journées franco-brésiliennes », sur le thème « A reforma do direito de empresa - les réformes du droit de l'entreprise », 9 et 10 décembre 2013, UERJ – Universidade do estado do Rio de Janeiro
17. 2013 « L'intégration européenne : conséquences et perspectives comparée avec l'ASEAN », Cour administrative Suprême de Thaïlande, 30 novembre 2013
18. 2013 « Perequazione urbanistica e mercato dei diritti edificatori: l'esperienza francese », Università degli Studi di Sassari, Dipartimento di Guirispudenza, Sassari, 18 mars 2013
19. 2012 « Institutionnal arrangement and instruments of action against the economical crisis », colloque de la European Public Law Organisation EPLO / Organisation européenne de droit public, Spetses, Grèce, les 14-15 novembre 2012
20. 2011 « Contrats publics et concurrence », Colloque international sur « L'avenir du contrat », Rio de Janeiro, Université de Rio, 2-3 décembre 2011

En France

21. « Des données urbaines aux décisions d'urbanisme », *in* Numérique et données urbaines, Université de Lorraine, 13 juin 2024
22. « L'utilisation des critères sociaux dans la commande publique », *in* Le « Localisme » dans le droit de la commande publique, analyse des instruments d'une préférence locale indirecte, vendredi 31 mai 2024, Université Paris 8
23. « Le permis d'aménager et les exigences de durabilité au XXI^{ème} siècle », *in* *Le lotissement à l'heure de la sobriété foncière*, Université Caen-Normandie, Gridauh-ICREJ-LISSI, dir. V. Le Grand et L. Rougé
24. « Renforcer l'information des opérateurs économiques : la clef d'une commande publique plus efficace », Table ronde n°1, *in* La transparence au service de la performance des services publics locaux, 14 mai 2024, Université Toulouse Capitole
25. « Émergence et pertinence d'un "super plan" régional », *in* *SRADDET, bon ou mauvais plan pour construire l'avenir des territoires ?*, 15 mars 2024, Université Perpignan Via Domitia CDED-YS, dir. J.-M. Février, F. Bouin et R. Radiguet
26. « The benefits of open doctoral theses », 8 mars 2024, session *in* *Data management days*, Engage.eu, Université Toulouse Capitole, 6-8 mars 2024.
27. Présidence de demi-journée « De l'assemblée locale aux citoyens », *in* *Le pluralisme local*, jeudi 8 février 2024, Grale-ILD-IMH, Université de Bordeaux, organisé par F. Lérique et S. Manson
28. « Quel rôle pour le SCOT en matière de planification commerciale et logistique ? », *in* *Quelle(s) évolution(s) pour l'urbanisme commercial depuis la loi Royer ?*, 1^{er} déc. 2023, Université de Bordeaux, Institut Léon Duguit organisé par F. Balaguer et M. Boul

29. « La sobriété des usages du patrimoine immobilier public », table ronde du colloque organisé par l'INU Champollion d'Albi, *Gestion du patrimoine immobilier public et transition écologique*, 12 et 13 oct. 2023, par F-Z El Fassi, Y. Queroi, B. Bettio et C. Gueydan.
30. « Le Droit Public : leçons du passé et perspectives pour le futur », Colloque organisé par le *Superior Tribunal de Justicia* (Brésil, Brasilia), l'ENM et l'Association CAMARD, à l'École Nationale de la Magistrature à Bordeaux les 24 et 25 août 2023
31. « Du spécial au général, l'exemple du contentieux de l'urbanisme », Colloque annuel de l'AFDA (Association française pour la recherche en droit administratif), *Droit commun, droit spécial*, 1^{er} et 2 juin 2023, Toulouse
32. « Les mobilités en Outre-mer », colloque *Les intermobilités*, Toulouse, MEET, jeudi 10 novembre 2022
33. « Les recours d'intérêt collectif en droit administratif », colloque *L'intérêt collectif, Regards croisés France-Brésil*, 12 octobre 2022, Université Toulouse 1 Capitole – UERJ - UniRio
34. « Propos introductifs » colloque *La Relance de l'activité Économique par le Droit de l'Urbanisme après le Covid*, programme REDUC, 22 septembre 2022 à Toulouse
35. « Commerce et Zéro artificialisation nette » colloque *La Relance de l'activité Économique par le Droit de l'Urbanisme après le Covid*, programme REDUC, 22 septembre 2022 à Toulouse
36. « Changements climatiques et développement durable : les réponses de la commande publique », colloque *Changements climatiques, dérèglements juridiques ?*, Colloque Université de La Réunion, CRJ, 16 sept. 2022.
37. « Table ronde marchés publics et entreprise en difficulté », 17^e entretiens de la sauvegarde, organisé par l'IFPPC (Institut Français des praticiens des procédures collectives), 31 janvier 2022
38. « La Zéro artificialisation nette, ZAN », Colloque La loi Climat et Résilience et le droit de l'urbanisme, Organisé par le Gridauh et l'ordre des avocats au barreau de Paris, 14 décembre 2021, Auditorium de la Maison du Barreau, Paris
39. « Les enjeux de la fabrication de la ville intelligente : la création d'un nouveau modèle urbain ? », Colloque *La ville à l'heure du défi numérique*, organisé par I. Savarit-Bourgeois, Université de Poitiers
40. « Les implications opérationnelles de la reprise de personnel à l'égard de l'autorité publique contractante », Organisé par O. Desaulnay et C. Pomart, 26 novembre 2021, Université de La Réunion
41. « Les principes économiques et sociaux en droit de l'urbanisme », Colloque *Les objectifs du droit de l'urbanisme*, Organisé par L. Peyen et C. Gueydan, 19 novembre 2021, Université Toulouse 1 Capitole
42. « L'urbanisme universitaire après la loi Faure », colloque *La doctrine publiciste et le tournant des années 1970*, organisé par W. Mastor et J.-G. Sorbara, 18 et 19 novembre 2021, Université Toulouse 1 Capitole
43. « Le recours aux textes environnementaux européens dans les contentieux », Colloque du Syndicat des avocats de France, Strasbourg, 16 octobre 2021, Université de Strasbourg
44. « La réception des principes en Allemagne », colloque *Les principes européens des contrats publics : les 20 ans de l'arrêt Telaustria*, organisé par M. Amilhat, Vendredi 15 octobre 2021, Université Toulouse 1 Capitole
45. Présidence de la table ronde, « La gestion de l'espace patrimonial », colloque *La Cité épiscopale d'Albi, Des enjeux de la revalorisation du centre historique aux exigences du patrimoine mondial de l'Unesco*. Vendredi 1^{er} oct. 2021, Institut National Universitaire Champollion d'Albi.
46. « Vers un contrôle extrinsèque », colloque « Les 50 ans de la jurisprudence Ville Nouvelle Est », Jeudi 30 sept. 2021, Université de Perpignan Via Domitia
47. « Haussmann l'aménageur », conférence *Georges Eugène Haussmann*, cycle *La face cachée des Grands juristes*, organisé par l'ADDIMH, jeudi 9 juin 2021

48. « La régularisation de la candidature et de l'offre dans la commande publique », Colloque *L'exclusion de la procédure de passation de la commande publique, L'examen des candidatures*, organisé par V. Bouhier, Université Paris Saclay, Université d'Evry, 8 avril 2021
49. « Contrats publics et Services publics industriels et commerciaux (SPIC) : un couple séparé », colloque *Centenaire de l'arrêt TC 22 janvier 1921, SCOA dit du Bac d'Eloka*, Université Toulouse 1 Capitole, 22 janvier 2021
50. « Présentation des faits et du contexte historique de l'arrêt Bac d'Eloka », colloque *Centenaire de l'arrêt TC 22 janvier 1921, SCOA dit du Bac d'Eloka*, Université Toulouse 1 Capitole, 22 janvier 2021
51. « L'intérêt à agir des particuliers », Colloque *La construction de logements, nouveau principe directeur du contentieux de l'urbanisme ?*, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 11 septembre 2019
52. « Loi Elan et droit de l'urbanisme », Colloque *ELAN ou entrave. La loi Elan entre théorie et pratique*, Université Toulouse 1 Capitole, 28 juin 2019
53. « L'acte administratif unilatéral de l'Union », avec M. Blanquet, Colloque « La codification de la procédure administrative non contentieuse de l'Union européenne », Université Toulouse 1 Capitole, 20 et 21 juin 2019
54. « La transposition de la directive, le Code de la Commande Publique et l'accès de l'économie sociale et solidaire » et « Bilan de la journée et évolution des dispositifs et des pratiques », Colloque *Buying for Social Impact - La promotion de l'économie sociale et solidaire par la commande publique responsable*, 20 mai 2019
55. « Face aux restrictions des droits d'accès au juge : les procédures d'urgence comme solution à privilégier ? », colloque *Le droit au juge à l'épreuve de l'évolution du contentieux de l'urbanisme*, Université de Perpignan Via Domitia, antenne de Narbonne, 14 mars 2019
56. « Conclusion : pour un droit des déchets optimiste », colloque *(R-)évolution du droit des déchets*, Colloque ADDIMH et IMH, Université Toulouse 1 Capitole, 24 janvier 2019
57. « Entreprises en difficulté et contrats administratifs », colloque *Contrats et entreprises en difficulté*, Centre de droit des affaires, Université Toulouse 1 Capitole, 12 octobre 2018
58. « Éthique et négociation contractuelle », Colloque *Ethique et contrats, approche comparative interne*, Université Clermont-Auvergne, 11 octobre 2018.
59. « Le contrôle de proportionnalité et le juge administratif », Colloque franco-Brésilien *La proportionnalité*, université Toulouse 1 Capitole, 8 octobre 2018
60. « Une frontière complexe : la distinction entre les contrats domaniaux et les contrats de la commande publique », Colloque *Domanialité publique et mise en concurrence*, 28 septembre 2018, Université Toulouse 1 Capitole
61. Chairman, 2d conference on philosophy and the social sciences, "The philosophical foundation of the economic analysis of law", 18-19 June 2018, IAST, TSE, Toulouse
62. « Actualité du droit de la commande publique », Colloque Annuel du GRALE en collaboration avec le Tribunal administratif de Toulouse, l'IMH et l'IDETCOM, Regard sur l'actualité du contentieux de l'action publique territoriale, 24-25 mai 2018
63. « Urbanisme et transports durables », Colloque *Transports et développement durable*, Université Toulouse 1 Capitole, 16 mars 2018
64. « Le *legal Design*, qu'est-ce que c'est ? », conférence, Université Toulouse 1 Capitole, 8 février 2018
65. « L'insertion des clauses environnementales et sociales dans la commande publique », in *La régulation de la commande publique*, Université Toulouse 1 Capitole, 1^{er} déc. 2017
66. « Biobanques : les perspectives ouvertes par le droit de la commande publique », colloque *Tumor Banks : régulation publique des ressources biologiques en cancérologie*, 29 et 30 mai 2017, dirigé par X. Bioy, Université Toulouse 1 Capitole
67. « Contractualisation et interventionnisme économique », in *La contractualisation en droit public, bilan et perspectives*, Université de Lille, 23 mars 2017

68. « Les crèches, entre symbole religieux et culture laïque, à propos de deux décisions du Conseil d'État du 26 août 2016 », in *La laïcité à l'œuvre et à l'épreuve*, 6^e édition, Montauban, 29 mars 2017
69. « Les modalités d'exploitation des services publics de transports urbains », Colloque *Le juge administratif et l'économie des transports*, 19 novembre 2016, TA Toulouse et Université Toulouse 1 Capitole
70. « Le délit de Favoritisme », Colloque franco-Brésilien *La moralisation de la vie économique*, 17 et 18 octobre 2016
71. Présidence de la table ronde « Le dialogue social a-t-il supplanté le recours à la grève », Jeudi 9 juin 2016, colloque « Grève et droit public », Université Toulouse 1 Capitole
72. Présidence de la table ronde sur le travail des détenus, Université Toulouse 1 Capitole, Colloque « Le droit à la réinsertion des détenus », 29 janvier 2016.
73. « Public procurement and Innovation: a european perspective », Colloque « Competition Policy, Innovation and Procurement », IAST (Institute for advanced Study in Toulouse) / University of Notre Dame, P. Rey, S. M. Sepe, A. Tor, Toulouse, IAST, 16-17 dec. 2015
74. « Droit de l'urbanisme et diminution organisée de l'accès à la justice », Colloque « Le droit d'accès à la justice en matière d'environnement », 5-6 novembre 2015, Université Toulouse 1 Capitole, dir. J. Betaille.
75. « Les Sociétés à participation publique et l'État actionnaire après la loi Macron », Colloque « Loi Macron et activité économique », 8 octobre 2015, Université Toulouse 1 Capitole, dir. F. Macorig-Venier
76. « Urbanisme, aménagement et droit au respect des biens publics », Colloque « Le droit européen et le respect des biens publics », 1^{re} journée toulousaine du droit de la propriété publique, 4 et 5 mai 2015, Université Toulouse 1 Capitole.
77. « Le raisonnable dans les contrats publics », Colloque « Le raisonnable en droit administratif », 20 mars 2015, Université Toulouse 1 Capitole, dir. Sophie Théron
78. « Le choix du mode de gestion tourné vers la valorisation économique des biens culturels locaux », Présidence de la table ronde, Colloque « La valorisation économique des biens culturels locaux en France et en Italie », 21 novembre 2014, Toulouse 1 Capitole
79. « L'intérêt du contrat de partenariat par rapport aux partenariats public-privé institutionnalisés », in *Le Contrat de Partenariat : 10 ans après, quel avenir ?* 25-26 septembre 2014, Toulouse 1 capitole
80. « La qualité de la norme en droit administratif : l'exemple du droit administratif spécial », in *Le désordre normatif et la qualité de la norme*, colloque 20 et 21 mars 2014, Université de La Réunion, colloque de clôture de l'ANR sur la qualité de la Norme.
81. « La recherche juridique au sein des écoles doctorales », *La recherche juridique vue par ses propres acteurs*, Colloque Montauban, 21 février 2014, org. B. Sergues
82. « L'erreur en droit de contrats administratifs », Colloque « L'erreur en droit public », Aix-Marseille Université, 4 octobre 2013
83. « Surfaces et urbanisme », Colloque « les surfaces de l'immeuble bâti », Université Toulouse 1 – Capitole, organisé par l'Institut des études juridiques de l'urbanisme (IEJUC), 29 novembre 2012
84. « L'arrêt granits porphyroïdes, un arrêt de début de siècle », Colloque sur le centenaire de l'arrêt du 31 juillet 1912, Sté des granits porphyroïdes des Vosges, Université de Lille 2, 4 octobre 2012
85. « Le *In House* et les sociétés publiques locales », colloque, « Les Sociétés publiques locales », Université Toulouse 1 – Capitole, 20-21 septembre 2012
86. « L'intervention de l'État auprès des entreprises en difficulté », Colloque international « Journées franco-brésiliennes », sur le thème « le traitement des difficultés des entreprises », Université Toulouse 1 – Capitole, 22 et 23 octobre 2012.
87. Petits Déjeuners du Master 2 Droit public, université de La Réunion, « L'habitat insalubre et le droit de l'urbanisme », 8 mars 2012

88. Table ronde « Patrimoine d'affectation, regard public-privé », Colloque sur La personnalité juridique, Université Toulouse 1 – Capitole, 24-25 novembre 2011
89. « Rapport de synthèse », colloque « Les énergies nouvelles, photovoltaïque et éolienne, approche juridique, 1^{re} journée du cycle de conférence sur l'immeuble vert », Montpellier, vendredi 2 décembre 2011
90. « Urbanisme et énergies renouvelables, je t'aime, moi non plus », Université de Clermont-Ferrand, 30 septembre 2011
91. « L'enseignant-chercheur dans le laboratoire, problématisation », et « Témoignage sur l'enseignant-chercheur dans l'amphithéâtre », Colloque « Être enseignant-chercheur aujourd'hui », Grenoble, 16 septembre 2011
92. « Groupe et concurrence » in « journée de rencontre Groupes de société et crise économique », Université de La Réunion, 4 et 5 novembre 2010
93. « Coutume et outre-mer : la coutume et la diversité dans la République », in "La coutume dans tous ses états", colloque international du centre Michel de l'Hospital de l'Université de Clermont-Ferrand, 15-17 juin 2010
94. « La problématique de la maîtrise des sols par les personnes publiques : urbanisme, expropriation, domanialité », colloque *La mise en œuvre de la départementalisation à Mayotte*, organisé par la collectivité départementale de Mayotte et l'IDOM (institut de droit de l'outre-mer, Université Aix-Marseille III), 9, 10 et 11 décembre 2010
95. « Existe-t-il un droit commun des contrats pour le droit public ? », Colloque *Droit général – Droit spécial*, Université de la Réunion, 28-29 mai 2009.
96. « Le contentieux, une approche propre au droit public », Colloque *L'identité du droit public*, Université de Toulouse, 5 juin 2009
97. « Police administrative et risque », intervention au colloque « le risque », Université de la Réunion, 20-21 mars 2008
98. « Homonymie et intégration communautaire », intervention au colloque de Rouen sur *Les notions juridiques*, organisé par G. Tusseau, du 20 septembre 2007
99. « Le contrôle de proportionnalité devant le juge administratif », intervention au colloque *Le contrôle de proportionnalité*, Université de la Réunion, 4-6 juin 2007
100. « La commande publique : droit des contrats ou droit de la concurrence », intervention au colloque *Secteur public et concurrence*, Université de la Réunion, 25-26 octobre 2006

PARTICIPATION À DES CONTRATS ET GROUPES DE RECHERCHE

- Participation au groupe de recherche *relatif au maintien dans l'emploi dans les contrats de la commande publique*, GET974 et CRJ Université de La Réunion, Livre blanc réalisé et déposé à Préfecture de La Réunion en juin 2022
- Expert national pour la France dans le cadre du contrat EASME/COSME/2017/030 de la Commission européenne (Executive agency for small and medium sized entreprise EASME) relatif aux marchés publics de l'économie sociale et solidaire dans les pays de l'Union, en lien avec l'Établissement public national « ESS France » et *Social Economy Europe (SEE)*. Octobre 2018-juin 2019
- Directeur du groupe de recherche en droit patrimonial public, au sein de l'Institut Maurice Hauriou, EA 4657, Université Toulouse 1 Capitole (2011-2017)
- Coordination des comptes rendus 2012 et 2013 pour la France (RFDA) pour le site des revues de droit administratif en Europe : ius-publicum.com
- Groupe de recherche relatif à l'influence du droit de l'urbanisme sur la construction de logements, IAST/IMH, avec J.-G. Sorbara, F. Cherbonnier et S. Sepe., 2015

- Workshop « Law and Economics », 15 réunions de 3h, TSE/IMH 2014-2015
- GIP, Mission de Recherche Droit & Justice, « Le désordre normatif et la qualité de la norme », 2012-2014, piloté par le Centre de Recherche juridique de l'Université de La Réunion et le Pr. Mireille Marteau-Lamarche
- Groupe de recherche sur les Tumorothèques, sous la direction de X. Bioy, Projet IDEX Toulouse 1 et 3, INSERM., 2014-2016
- Organisation avec M. Ruffert et T. Perroud d'un Groupe de recherche franco-allemand, financement DFG (Deutsche Forschungsgemeinschaft) « L'avenir de l'Union économique et monétaire : Une perspective franco-allemande / Die Zukunft der Europäischen Wirtschafts- und Währungsunion: Eine deutsch-französische Perspektive », Rencontre à Paris les 30 mars et 1^{er} avril 2017

PRIX / GRANTS

- Prix Emile Girardeau de l'Académie des sciences morales et politiques (pour la thèse de doctorat)
- Titulaire de la prime d'excellence scientifique (PES), 2014-2018
- Titulaire de la Prime d'encadrement doctoral et de recherche (PEDR), 2019-2023

DIRECTIONS DE THÈSES

Thèses soutenues

1. Morgan SCHMIEDERER, *Les sûretés réelles administratives*, Université Toulouse 1 Capitole, codirection avec J.-G. SORBARA, soutenance le 6 octobre 2021, qualifié aux fonctions de maître de conférences sections 02 et 01 par les CNU 2022
2. Camille CUBAYNES, *La durée des contrats publics*, Université Toulouse 1 Capitole, Contrat doctoral puis ATER, Soutenance le 7 octobre 2019, qualifiée aux fonctions de maître de conférences par le CNU 2020
3. Frédéric BALAGUER, *Les principes du droit de l'urbanisme*, Université Toulouse 1 Capitole, ATER Université Toulouse 1 Capitole, soutenance le 5 décembre 2018, qualifiée aux fonctions de maître de conférences par le CNU 2020
4. Camille MOROT-MONOMY, *Le tiers requérant et l'altération du recours pour excès de pouvoir en droit de l'urbanisme*, Université Toulouse 1 Capitole, soutenance le 2 juillet 2018, qualifiée aux fonctions de maître de conférences par le CNU 2019
5. Anthony FALGAS, *Le dualisme juridictionnel en matière de propriétés publiques : essai sur une uniformisation contentieuse*, Université Toulouse 1 Capitole, soutenance le 12 décembre 2017, Prix Maurice Hauriou de l'Université Toulouse Capitole, Maître de conférences à l'Université de Reims.
6. Pattawee SOOKHAKICH, *The implementation of Trade Dispute Settlement Mechanism (DSM) for the preparation of ASEAN Community*, co-tutelle Université Toulouse 1 Capitole & Universidad de Zaragoza, co-directrice de thèse Katia FACH, soutenance le 23 mai 2017. Enseignante-Chercheuse à l'Université de Thammasat (Bangkok, Thaïlande)
7. Rémi RADIGUET, *Le service public de protection de l'environnement*, Université Toulouse 1 Capitole, codirection de thèse avec le Pr Eric NAIM-GESBERT, soutenance le 24 nov. 2016, Prix de l'Académie de législation, Maître de conférences à l'Université de Perpignan Via Domitia.
8. Audrey EGIZIANO, *L'aménagement urbain*, Université de La Réunion, soutenance le 17 nov. 2015, prix de thèse du Gridauh 2017, qualifiée aux fonctions de maître de conférences par le CNU 2016.
9. Guillaume FAUGÈRE, *L'accès des personnes détenues aux recours, étude de droit administratif*, Université Toulouse 1 Capitole, soutenance le 30 janvier 2015, avocat.

10. Siva MOUTOUALLAGUIN, *L'exécution des marchés publics*, Université Toulouse 1 Capitole, soutenance du 13 février 2014, avocat.

Thèses en cours

1. Thirasak HORSITTISOMBOON, *Le contentieux des marchés publics, étude comparée France/Thaïlande*, financement par le Conseil d'État thaïlandais, Université Toulouse 1 Capitole
2. Laura BOURREL, *Le consentement dans les contrats publics*, Université Toulouse 1 Capitole
3. Isabelle NOLL, *Le droit de la commande publique en dessous des seuils, une comparaison franco-allemande*, Université Toulouse 1 Capitole, Cotutelle avec Pr. Dr. Martin Burgi de la Ludwig-Maximilian Universität München, Contrat doctoral
4. Corinne BOYER, *Logement et urbanisme*, Université Toulouse 1 Capitole, contrat doctoral

PARTICIPATION À DES JURYS

Participation au jury de HDR de :

1. Hélène PONGERARD-PAYET, *L'application des directives communautaires en droit interne, aspects normatifs*, dir. Denys SIMON, 2008, rapporteur

Participation aux jurys de thèse de :

1. Désiré ÉTÉ, « Le rôle du juge administratif dans la régulation du marché de l'énergie », Université de Lille, 21 déc. 2023, dir. Michel Viviano, rapporteur
2. Romuald SEVAGAMY, « Le Conseil d'État et la régulation des marchés financiers », Université de Montpellier, 4 déc. 2023, dir. Etienne Douat, rapporteur.
3. Henri VUILLET, « Externalisation et service public. De la pratique à la théorie », Université Jean-Moulin Lyon 3, 19 juin 2023, dir. Hervé de Gaudemar, examinateur
4. Florent GOT, « Essai sur la régulation du secteur financier à l'épreuve de la révolution numérique », Université Toulouse 1 Capitole, 7 décembre 2020, dir. Lucien RAPP, président du jury.
5. Pierre BLANQUET, « Le sous-contrat. Étude de droit administratif », Université Paris 2 Panthéon-Assas, 28 octobre 2020, dir. Benoît PLESSIX, rapporteur.
6. Aurélie HAUTIER, « La mise en concurrence des contrats publics. : le cas du secteur ferroviaire », Lille, 27 juin 2019, dir. Stéphane GUÉRARD, rapporteur.
7. Arthur Lilas TRIMUA, *La concession. Éléments de renouveau d'une catégorie contractuelle*, Université de Poitiers, 26 juin 2018, dir. François BRENET, rapporteur.
8. Clemmy FRIEDRICH, *Des contrats de l'administration aux contrats administratifs : histoire doctrinale d'une mise en discours (1800-1960)*, Université Toulouse 1 Capitole, 5 déc. 2016, dir. Mathieu TOUZEIL-DIVINA, examinateur
9. Godefroid BOKOLOMBE BOMPONDO, *Le juge constitutionnel et l'application des normes internationales et régionales de protection des droits fondamentaux – étude comparative des droits français, allemand et sud-africain*, Aix-Marseille Université, 30 juin 2016, dir. Patrick GAÏA, rapporteur
10. Marie NGUYEN, *Le modèle français de partenariat public privé : enjeux et conséquences pour le Vietnam*, Université Toulouse 1 Capitole, 2 mai 2016, dir. Jean-Bernard AUBY, président du jury
11. Tristan AOUSTIN, *L'évaluation stratégique environnementale*. Université de Limoges, dir. Gérard MONÉDIAIRE, 16 décembre 2015, rapporteur
12. François WILINSKI, *L'évolution du droit de la commande publique en France et en Italie à l'aune du partenariat public-privé*, Université Lille 2 Droit et Santé, dir. Manuel GROS, 12 décembre 2015, rapporteur
13. Eugénie LANNOY-BOSSCHAERT, *Ontologie du rapport du maire avec l'immeuble privé abandonné*, dir. Manuel GROS, Université Lille 2 Droit et Santé, 28 novembre 2015, rapporteur

14. Pierre-Antoine MARTIN, *La sécurisation des autorisations d'urbanisme*, dir. Christian GRELOIS, Université Montesquieu – Bordeaux 4, 20 décembre 2013, président du jury.
15. Mehdi MEZAGUER, *L'approche transactionnelle en droit antitrust de l'Union européenne. Recherche sur un exercice transactionnel de l'autorité publique*, dir. Marc BLANQUET, Toulouse 1 – Capitole, 30 nov. 2013, président du jury
16. Philippe RODIER, *Recherche sur la fonction économique du droit de propriété dans le secteur du transport aérien*, dir. Lucien RAPP, Toulouse 1 – Capitole, 11 novembre 2013, examinateur
17. Mathias AMILHAT, *L'influence du droit de l'Union européenne sur la notion de contrat administratif*, dir. Françoise FRAYSSE ET Marc BLANQUET, Toulouse 1 – Capitole, 3 avril 2013, examinateur
18. Jennifer MARCHAND, *Essai sur la notion d'appartenance publique. Contribution à l'étude du régime des entreprises publiques*, dir. Lucien RAPP, Toulouse 1 – Capitole, 23 novembre 2012, président du jury
19. Thomas M'SAÏDIE, *La place des pays et territoires d'Outre-Mer dans la politique de l'Union européenne*, dir. Marcel SOUSSE, UPVD, 14 juin 2012, rapporteur
20. Laurent BENOITON, *Les effets des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme sur les contentieux administratifs nationaux. Essai sur la standardisation des droits européens*, dir. Laurent SERMET, Université de La Réunion, 2009, rapporteur
21. Olivier CINDRIC, *La place du syndicalisme dans le renouveau des fonctions publiques*, Université de Lille 2 droit et Santé, dir. Manuel GROS, 2008, rapporteur
22. Edith PODRAZA-SCRIPZAC, *La fonction de jurisprudence du Conseil d'État*, Université d'Artois, dir. Manuel GROS, 2007, rapporteur

Jurys de prix de thèse

- jury du prix de thèse de l'European Public Law Organization (EPLO), 2021
- jury du prix de thèse de l'IFR de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2015-2020

Valorisation de la recherche : interviews

- Interview « La déontologie de la commande publique », La Gazette des Communes, mai 2024
- Tribune « Les marchés globaux de performance énergétique à paiement différé, nouvelle preuve de la difficulté de classer les contrats globaux », Achatpublic.info, 19 oct. 2023
- Les journées de l'achat public 2023, « Un an de jurisprudence en droit de la commande publique », 10h-10h45, organisée par La Gazette des Communes et Le Moniteur.
- « Achatpublic Invite » émission de web télévision pour les acheteurs du site Achapublic.com, 25mn d'entretien sur les externalités dans la commande publique, le 16 février 2023, interrogé par Jean-Marc Joannes et Mathieu Laugier.
- « La clause de préservation de l'emploi : l'autre facette de la clause sociale », Achatpublic.info, 19 janvier 2023, avec Olivier Desaulnay, interview par Mathieu Laugier
- « Clause verte : faut-il simplement mentionner les objectifs légaux ... ou aller plus loin ? », Achatpublic.info, 28 sept. 2022, interview par Mathieu Laugier.
- « Les principales propositions de la convention pour le climat passées au crible », Le monde 13 juillet 2020, interview pour la proposition « renforcer les clauses environnementales dans les marchés publics », par Maxime Vaudano
- « Le triptyque vertueux des marchés publics », La gazette des communes, 2 mars 2020, p. 34
- « Maintenir le schéma d'aménagement régional est un gage du respect de la spécificité de l'Outre-mer », Interview, Le Moniteur par Sandrine Pheulpin, 25 novembre 2019
- « Qui s'occupe des 6000 chantiers cet été à Paris ? », Agence France Presse (AFP), 16 juillet 2019 18:00, par Sami ACEF, Marion Lefèvre et Anne-Sophie Thill

- « Ces questions que le référendum ne pourra pas poser », L'express, 12/02/2019 07:12, par Eléa Pommiers
- « La professionnalisation des acheteurs publics fera évoluer les choses, Le Moniteur, 12 juillet 2019, 14:54, Romain Cayrey
- « Code de la commande publique : ce que les praticiens pensent du projet », le Moniteur, 5 mai 2018, Romain Cayrey, S. d'Auzon et Nohmana Khalid
- « Burkini "En réalité, le Conseil d'État pousse le législateur à faire voter une loi" », Interview pour « L'Orient-Le jour », 27 août 2016
- « En amphi de droit, twitter remplace la main levée », Le Monde, 19 avril 2016, Nathalie Brafman

ACTIVITÉS EN MATIÈRE D'ENSEIGNEMENT

COURS MAGISTRAUX

Service actuel

- 2018-2023 : **Cours de droit de l'urbanisme**, Master 1 droit public, 30 heures, 1^{er} sem., 6 groupes de travaux dirigés.
- 2015-2023 : **Cours de droit de la commande publique**, Master 1 droit public, 30h, Université Toulouse 1 – Capitole, 4 groupes de travaux dirigés.
- 2007-2023 : **Cours de droit administratif général**, Licence 2 de droit, 33 heures, Université Toulouse 1 – Capitole, 9 groupes de travaux dirigés.
- 2016-2023 : **Cours de droit de l'aménagement urbain**, 18h, Master 2 droit public général, Université Toulouse 1 Capitole
- 2016-2023 : **Cours de droit administratif européen**, 10h, Master 2 droit public général et Master 2 Juriste européen, Université Toulouse 1 Capitole.
- 2015-2023 : **Cours de droit des contrats public approfondis et contrats de partenariats**, Master 2 Droit public, Université de La Réunion, 15h
- 2018-2023 : **Cours de droit des espaces fragiles**, Master 2 droit de l'environnement, Université Toulouse 1 Capitole
- 2016-2023 : **Cours de droit des contrats de transports**, Master 2 droit des transports, 9h
- 2021-2023 : **Cours de cadre institutionnel des transports**, Master 2 droit des transports, 15h

Services passés

- 2008-2019 : **Cours de droit de la commande publique**, Master 2 droit des collectivités, 15h, puis 30h, Université de La Réunion, puis 15h Master 2 Droit public des Affaires et 9h en Master 2 Droit public fondamental, Université Toulouse 1 – Capitole
- 2007-2019 : **Cours de droit administratif général**, Licence 2 de droit, 84 heures annuelles assorties de TD Université de la Réunion, puis 64 heures assorties de TD, Université Toulouse 1 – Capitole ; puis un seul semestre depuis 2018
- 2012-2016 : **Conférences de méthode de droit de l'urbanisme**, Master Droit public, 30 heures
- 2012-2014 : **Cours de droit de l'urbanisme**, licence professionnelle « métiers du notariat », 25 heures, Université Toulouse 1 – Capitole
- 2012-2014 : **Cours de droit des monuments historiques**, IEJUC, 9h, Université Toulouse 1- Capitole
- 2011-2012 : **Cours de droit des institutions administratives**, L 1 Droit, Université Toulouse 1 – Capitole
- 2011 – 2012 : **Cours de droit du contentieux administratif**, Master 1 Droit, Université Toulouse 1 – Capitole
- 2009-2011 : **Cours de droit administratif**, Collège de droit de l'université de La Réunion

- 2008-2013 : **Cours de droit de l'urbanisme**, Master 2 Droit notarial, 24h, puis Master 2 Droit public mention territoire, risques et action public 20h Université de La Réunion
- 2006-2010 : **Cours de logique et méthodologie juridique**, 1^{re} année de Licence Droit, Université de la Réunion, 24h.
- 2009-2010 : **Cours de politique de la Ville**, Master 2 droit des collectivités, 20h
- 2007-2011 : **Cours de droit de l'urbanisme**, M1 droit, 20h, puis 30 avec TD.
- 2007-2008 et 2010 : **Cours de méthodologie de la recherche**, M2 recherche droit et contentieux 15h et M1 20h
- 2007-2011 : **Cours de préparation au grand oral**, CRFPA de La Réunion
- 2007-2008 : **Cours de droit public des affaires**, Master 1 droit, 36h assorties de travaux dirigés
- 2006-2009 : **Cours de droit constitutionnel**, Licence 1, CEFSEM de Mayotte, 40h annuelles
- 2006-2008 : **Cours de droit du contentieux administratif spécial**, 1^{re} année Master, Université de la Réunion, cours et travaux dirigé, 42h
- 2006-2007 : **Cours de droit public comparé**, 1^{re} année Master Relations internationales, Université de la Réunion
- 2006-2007 : **Cours de droit constitutionnel**, 1^{re} année de Licence AES, Université de la Réunion, 30h, 500 étudiants, 11 groupes de travaux dirigés
- 2000-2002 : **Cours de droit administratif** en 1^{re} année de Capacité, Université Paris 2 Panthéon-Assas, centre Assas, 2^e sem, 39 h. Gestion de 7 groupes de TD.
- 1996-1997 : **Cours de droit constitutionnel** (théorie générale uniquement) en 1^{re} année de capacité à l'antenne de Melun de l'Université de Paris II Panthéon-Assas, 15 heures en 1996/1997

CHAINE YOUTUBE

@coursdedroitadministratif-9784

3800 abonnés, 195 000 vues, 38000 heures visionnées

- **2020-2021 Cours de droit de l'urbanisme**, enregistrée pendant le covid, mis à disposition des 25 heures de vidéo représentant un cours semestriel
- **2020-2021 Cours de droit administratif général, Semestre 1** (Police, Service public, Légalité). 27 heures de vidéo

CHARGÉ DE CONFÉRENCES À SCIENCES-PO PARIS

- **2005-2006 Grandes questions du droit**, en complément du cours de Mme Marie-Anne Frison-Roche, 2^e année de l'Institut d'études politiques de Paris

TRAVAUX DIRIGÉS

- **2006 – 2008 Travaux dirigés de droit du contentieux administratif spécial**, Master 1 droit public et droit général, Université de la Réunion
- **2004 – 2006 Chargé de travaux dirigés de droit communautaire**, institutionnel et matériel, en Master, Université d'Artois, sous la direction de M. A de RAULIN. Un TD annuel.
- **2004 – 2006 Chargé de travaux dirigés de droit des marchés publics**, en Master, Université d'Artois. Deux TD annuels.
- **2004 – 2006 Chargé de travaux dirigés de droit constitutionnel en 1^{re} année de droit**, Université d'Artois, sous la direction de M. SAADI annuel. Trois TD annuels.
- **2000 – 2002 Chargé de travaux dirigés en droit du contentieux administratif**, licence de droit public, 2 séances semestrielles au centre Assas sous la direction du professeur P. DELVOLVÉ
- **2000 – 2002 Chargé de travaux dirigés en droit administratif des biens et travaux**, licence de droit public. 2 séances au centre Assas sous la dir. du professeur P. DELVOLVÉ et 2 séances au centre Melun sous la dir. de Mme BERTHON

- **1996 – 1999 Chargé de travaux dirigés de droit public économique** en maîtrise de droit public à l'Université Paris II Panthéon-Assas, Sous la direction de Mme. Ch. MAUGÜÉ deux TD semestriels en 1996/1997 et un semestre en 1997/1998 & 1998/1999
- **1998 – 1999 Chargé de travaux dirigés de droit de l'urbanisme** à l'école d'architecture de Versailles, sous la direction de M. HUET un semestre.
- **1995 – 1997 et 2004 – 2006 Conférences de méthodologie (Tutorat) en première année de droit à Paris II** durant les années universitaires 1995-1996 et 1996-1997. Équivalent à 5 TD annuels de 20 séances.

MISSIONS

- **2023** : Bangkok, Thaïlande, Cour administrative suprême. Formation relative au « Principes de la commande publique en France et en Europe »
- **2019** : Brésil, Rio de Janeiro, Rencontre franco-Brésilienne de droit, 2 décembre 2019 « Le discrétionnaire et l'arbitraire / O discricionário et o arbitrário ».
- **2018** : Bangkok, Thaïlande, Cour administrative suprême. Formation relative au « contentieux précontractuel en droit administratif » et organisation d'un diplôme d'université, 28 nov. 2018
- **2017** : Brésil, Rio de Janeiro, Rencontre franco-Brésilienne de droit, 26 nov. 2017 « Le contentieux économique ».
- **2017** : Professeur invité à *University College Dublin, (UCD) Sutherland School of Law*, Dublin, oct. 2017
- **2017** : Professeur invité à *l'Universität Humboldt zu Berlin*, 3-10 juillet 2017
- **2017** : Enseignements de droit public des affaires à Hanoï, du 13 au 19 mars 2017
- **2016** : Professeur Invité par *l'Université Laval, Québec*, séjour du 19 février au 6 mars.
- **2014** : Professeur Invité par la *Chaire d'excellence Jean Monnet de la Friedrich-Schiller-Universität Jena (Iéna)*, Lehrstuhl für Öffentliches Recht, Europarecht und Völkerrecht, 7-15 décembre 2014
- **2013** : Brésil, Rio de Janeiro, Rencontres Franco-Brésiliennes de droit, 9 et 10 décembre 2013.
- **2013** : Thaïlande, Bangkok, formation des membres de la Cour administrative d'appel de Bangkok et de la Cour administrative suprême, Bangkok, 30 novembre 2013
- **2012** : Italie, Sassari, Groupe de recherche sur les péréquations urbanistiques
- **2012, 2013, 2015, 2016, 2018, 2021, 2023** : Grèce, EPLO, intervention en 2012 dans le cadre de la European Public Law Organisation
- **2011** : Brésil, Rio de Janeiro, Rencontre franco-Brésilienne de droit, 5-6 décembre 2011 « Les évolutions contemporaines du contrat ».
- **2010** : Membre du Haut conseil de la Commande publique. Président du groupe de travail « achat public », Préfecture/Département/Région/Communes et EPCI de La Réunion, septembre 2010 – décembre 2012
- **2010** : Mozambique, Séminaire de travail avec les membres du Tribunal Administratif du Mozambique sur la réforme de leur contentieux administratif et financier et la création des tribunaux régionaux. (20-25 septembre)
- **2009-2014** : Membre du Comité de suivi pour l'Outre-mer, Ministère de l'outre-mer
- **2009** : Mozambique, groupe de travail sur *la réforme du droit des marchés publics du Mozambique*, Université de Maputo, Ambassade de France au Mozambique et Inspection générale des finances (27 avril - 3 mai).
- **2009** : Rapporteur de l'Atelier « Gouvernance » des états généraux de l'outre-mer, avril-août 2009

FORMATIONS PROFESSIONNELLES

- **2023** : « Les divisions en droit de l'urbanisme », Inafon, 8 juin 2023
- **2022-2023**, formations « Gestion contractuelle », Sogetrel, 16 journées
- **2021**, Formations « les nouveau CCAG », Sogetrel, 4 demi-journées
- **2021-2023, 3 promotions** : MBA Juriste commande publique, 4 jours de formation : notion, fin du contrat
- **2020** : « Le vente des biens de collectivités territoriales », Formations professionnelle aux notaires par *l'Inafon*, 8 et 10 décembre 2020
- **2020** : MBA Juriste commande publique, 4 jours de formation
- **2015 à 2020** : « Les propriétés publiques, délimitation, gestion, contrats », EDF, 5 journées avec J.-G. Sorbara, Université Toulouse 1 Capitole
- **2016 à 2021** : « Urbanisme et énergie » et « Urbanisme et gestion du domaine public électrique » EDF, formations de 2 et 3 jours, Université Toulouse 1 Capitole.
- **2019** : « Les personnes publique et la commande publique » Formation pour la compagnie des commissaires aux comptes, 20/9, 29/9 et 15/10/2019, Université Toulouse 1 Capitole
- **2014** : « L'aménagement urbain et ses modalités » et « Actualité Marchés publics de travaux », Les jeudis de l'Immobilier, IEJUC, Université Toulouse 1 Capitole
- **2013** : « Le Kit de l'élu Local : Journée sur le droit de l'urbanisme et le droit de la domanialité », 19 déc. 2013
- **2013** : « Actualité du droit de l'urbanisme » et « Les projets de directives Marchés publics », Les jeudis de l'Immobilier, IEJUC, Université Toulouse 1
- **2012** : Actualité du droit des marchés publics, Les jeudis de l'Immobilier, IEJUC, Université Toulouse 1
- **2011** : Le droit de l'aménagement, Les jeudis de l'Immobilier, IEJUC, Université Toulouse 1
- **2010** : Le contentieux des contrats public, Ordre des avocats à la Cour de Saint-Denis, 10 dec. 2010.
- **2010** : Le droit des marchés publics, bien répondre à un appel d'offres, inter-entreprises, 3 fois 2 journées.
- **2009** : Le droit de l'aménagement, Inter-entreprise, 3 journées
- **2009** : Formation sur « La passation des marchés publics », 5 journées, Département de la Réunion
- **2008** : Formation sur « Les accords-cadres, un nouveau mode d'achat ? », 2 journées, Département de la Réunion
- **2008** : Formation sur les contrats de Partenariats, notamment son adaptation au projet de Tram-Train, Société d'économie mixte SR21, Ile de la Réunion
- **2006** : Formation sur la réforme du droit de l'urbanisme des autorisations d'urbanisme
- **2005** : formation sur « Les enjeux du Traité établissant une constitution pour l'Europe », SEM du logement de la région parisienne avec Francis Lefebvre Formation. 2 jours.
- **2005** : Formation en droit de la responsabilité administrative pour les juristes d'une grande société d'assurance. 2 jours.

Responsabilités au sein d'une équipe présidentielle de l'Université

- 2016-2020 Vice-Président de l'Université Toulouse 1 – Capitole en charge de la responsabilité sociale de l'Université. Égalité Femme-Homme, Handicap, médiateur de l'Université, Discriminations, développement durable.
- **Président de la commission de discipline « Enseignants-chercheurs », Université Toulouse 1 – Capitole (2022-...)**

Responsabilités scientifiques

- **Membre élu du Conseil de la Recherche, Université Toulouse 1 – Capitole (2020-...)**
- Membre élu du Conseil Académique, Université fédérale Toulouse Midi-Pyrénées (2020-2023)
- Membre élu du Conseil Académique, Université Toulouse 1 – Capitole (2020-2023)
- **Directeur du Groupe BQR (Bonus Qualité Recherche) n° 1 (droit public, droit privé, histoire du droit), Université Toulouse 1 – Capitole, (2023-)**
- Co-directeur du Groupe BQR (Bonus Qualité Recherche) n° 1 (droit public, droit privé, histoire du droit), Université Toulouse 1 – Capitole, (2020-2023) avec la Pr Sandrine Tisseyre
- Directeur de l'Institut Maurice Hauriou (IMH, EA 4657), Université Toulouse 1 – Capitole (2016-2020)
- Membre du conseil de l'École doctorale de droit et sciences politiques (2013-2020)
- Membre du conseil de l'Institut fédératif de Recherche « Mutation des normes juridiques » (2013-2020)
- Membre du directoire du Laboratoire Méditerranée de Droit Public, LMDP (2016-2020)
- Directeur du Groupe de recherche « Droit patrimonial public », au sein de l'Institut Maurice Hauriou (IMH, EA 4657), Université Toulouse 1 – Capitole (2013-2017)
- Directeur de l'école doctorale des sciences juridiques et politiques, Université Toulouse 1 – Capitole, 3 personnels et 600 étudiants en droit public, privé, histoire du droit et sciences politiques. (2013 - 2015).
- Directeur du Centre de Recherche Juridique (CRJ, E.A. 14), Université de La Réunion (2010-2011), réforme de la Gouvernance du centre, création d'axes de recherche, modification de statuts
- Membre élu du Conseil scientifique de l'Université de la Réunion (2008-2011)
- Membre du conseil de l'école doctorale Droit-économie-Lettres et sciences humaines, Université de La Réunion
- Membre du Comité de Pilotage de l'Observatoire des sociétés de l'Océan Indien (OSOI), fédération de recherche interdisciplinaire, Université de La Réunion

Responsabilités pédagogiques

- **Co-Directeur du Master 2 « Droit public général », Université de Toulouse 1 – Capitole, 2016-... avec le Pr Sébastien Saunier**
- **Directeur du MBA Juriste commande publique, Diplôme de l'Université Toulouse 1 – Capitole 2020-...**
- **Co-directeur de la « Prépa Talent du service public », préparation aux concours de catégorie A+ pour les étudiants boursiers. 2022-... avec le Pr. Sébastien Saunier**
- Membre élu du Conseil des études et de la vie universitaire, CEVU, Université Toulouse 1 – Capitole, 2011-2016

- Responsable du Master 1 « Droit public », Université de Toulouse 1 – Capitole, (2011-2016)
- Directeur du Master 2 Pro/Recherche « droit public – Territoires, risques et action publique » (2010-2011)
- Co-directeur du Master 2 recherche « droit et contentieux », Université de La Réunion (2009-2010)
- Co-directeur et fondateur du Collège de droit L1, L2 et L3 de l'Université de La Réunion (2009-2011)
- Membre du jury du CAPA, École des avocats de Toulouse (EDASOP), (2010-2011)
- Membre du jury du CRFPA de La Réunion (2008-2011)
- Responsable de la deuxième année de licence, Faculté de droit et d'économie de La Réunion (2006-2011)
- Responsable des missions de la Faculté de droit à Mayotte (700h), en partenariat avec le CEFSEM (2006-2010)
- Enseignant référent « Plan Réussir en Licence » (2008-2011)
- Enseignant référent « Orientation active » (2008-2011)
- Participation aux Journées portes ouvertes (2007-2011) et Formation des professeurs principaux (2008-2011)
- Formation des chargés de travaux dirigés (2008-2011)

Responsabilités au sein de la Faculté

- Premier Vice-doyen de la faculté de droit et d'économie de l'Université de La Réunion (2008-2010)
- Membre élu du conseil de faculté de la faculté de droit et d'économie de l'Université de la Réunion (2010 – 2011)
- Membre de la commission de discipline, Faculté de droit et d'économie (2007-2010)
- Président de la commission de validation des acquis pour le droit (2008-2010)
- Organisation des « Petits déjeuners du droit public » (3 éditions), pour le développement des relations avec les professionnels et l'insertion professionnelle. Montage des financements croisés COFIP/Privé (2010-2011)

Responsabilités dans les instances de recrutement

- Membre du comité de Sélection « Maître de conférences », Université Clermont-Auvergne, 2019.
- Membre du comité de Sélection « Professeur », Mutation, Aix-Marseille Université, 2018
- Membre du comité de Sélection « Professeur », procédure 46-1, Université de Grenoble, 2018
- Membre du comité de Sélection « Maître de conférences », Université de Poitiers, mai 2015
- Membre du comité de Sélection « Maître de conférences », Université de Clermont-Ferrand, mai 2015
- Membre du comité de Sélection « Professeur », procédure 46-3, Université de Poitiers, juin 2014
- Membre du comité de Sélection « Professeur », procédure 46-3, Université de Clermont Ferrand, juin 2013
- Membre du comité de sélection « Maître de conférences », EPA d'Albi, juin 2013

- Membre du comité de sélection, « Maître de conférences », 2011-2012, Université Montpellier 1
- Président du Comité de sélection « Professeur », 2009-2010, recrutement d'un Professeur 46-3, université de la Réunion
- Président du Comité de sélection « Maîtres de conférences », 2009-2010, Université de la Réunion
- Président de la commission de passage des maîtres de conférences à la hors-classe (2008-2011), Université de La Réunion
- Membre de la commission de spécialistes de la faculté de droit de l'Université de la Réunion (2006-2008)

Activités dans le cadre de l'Université européenne Engage.eu

- Organisation de la « Expedition Week », 27 novembre-2 décembre 2022, about Smart Cities
- Scientific Coordinator for « Smart city » Engage Module (common courses) 2021
- Cours de "Smart Cities and the Law" double degree, Master Univ. Luiss-Toulouse Capitole, 2023-2025
- Intervention relative à « The benefits of open doctoral theses », 8 mars 2024, pendant les *Data management days*, Engage.eu

Autres

- Membre du Conseil scientifique du Groupement des Autorités Responsables de Transport, GART (2021-...)
- Membre du jury de concours pour la réalisation du bâtiment « Duportal » de l'Université Toulouse 1 – Capitole.
- Membre de la commission d'appel d'offre de l'Université de la Réunion (2008-2011)
- Membre du jury interne pour le recrutement d'un BAP J pour le service universitaire de formation permanente de l'Université de La Réunion, 2010
- Représentant de la Faculté de droit et d'économie devant le jury AERES d'évaluation de l'Université de La Réunion, 2008

Expertises pour les institutions de recherche

- Expertise HCERES du laboratoire DCT, Université Lyon 2 Louis Lumière, avril-mai 2020
- Expertise HCERES des laboratoires CEDIN et CRDP, Université Paris Nanterre, 8 février 2019
- Expertise HCERES des laboratoires CERAP et CERAL, Université Paris 13, 30 mars 2018
- Président du comité d'expertise HCERES de l'école doctorale de droit et sciences politiques, économiques et de gestion de Nice (DESPEG, ED 513), 1^{er} février 2017
- Expertise HCERES de l'école doctorale de droit et sciences politiques de Clermont-Ferrand, (ED 245), 19-20 janvier 2016
- Expertise AERES du Centre de Recherche « Institut Droit Dauphine » I2D, EA 367, novembre 2012
- Expert scientifique de l'Agence Nationale pour la Recherche (2011)

Membre de société savante et comités de lecture

Sociétés savantes en droit administratif européen

- Membre coopté de EPLO EGPL (European Public Law Organisation / European Group of Public Law), Groupe européen de droit public, septembre 2015-...
- Membre coopté de ReNEUAL (Research Network on EU Administrative Law), <http://www.reneual.eu/> février 2013-
- Membre coopté de SIPE (Societas Iuris Publici Europaei), depuis juin 2016
- Membre de PLAN – Procurement law Academic Network, Planpublicprocurement.org (2011-)

Sociétés savantes en droit français

- Membre de l'AFDrU (Association française de droit de l'urbanisme)
- Membre de l'Association Française pour la recherche en Droit Administratif (AFDA)
- Membre du LMDP (Laboratoire méditerranée de droit public) (2016-2020)
- Membre de la Société française des professeurs des facultés de droit (2006-...)

- Membre du comité de lecture de la revue *Droit administratif*, Lexinexis, (2017-)
- Membre du comité de lecture de la Revue de juridique de l'environnement (2016-)
- Membre du Conseil scientifique de la Revue des marchés publics des collectivités territoriales (2023-...)
- Membre du *comitato editoriale* de la Revue *Rivista CERIDAP* (*Open acces Diamond* Scopus et DOAJ, Rang A Italie)
- Membre du comité de lecture (*Referee*) du *University of Mauritius Research Journal* (2010-2011)
- Membre du comité de lecture de la Revue Juridique de l'Océan Indien - RJOI (2008-2011)

EXPÉRIENCE EN ENTREPRISES ET ADMINISTRATIONS

- **Consultant cabinet Auxilium, La Réunion (2021-)**
- **2007 – 2011 : Collaboration au cabinet DS Avocats, bureau de La Réunion**
- **Janvier à juillet 2005 : Chargé de mission au sein du GART (Groupement des autorités responsables de transport)**, regroupant 254 collectivités territoriales compétentes en matière de transports, notamment urbains. Mi-temps dont les fonctions principales sont des études sur les réformes communautaires et internes, du lobbying auprès des instances à ces deux niveaux, la participation à des groupes de travail et les réponses à des questions ponctuelles des adhérents
- **1999 - Officier juriste au sein de la Direction du personnel militaire de l'armée de Terre – section discipline / amnisties.** Dossiers de sanctions disciplinaires pour les militaires de carrière et traitement des amnisties de ces sanctions

LANGUES ET INFORMATIQUE

- **Allemand** Équivalence de 1^{re} année de DEUG à Paris IV Sorbonne
Allemand juridique entre 2 et 3 h par semaine pendant 5 ans
- **Anglais** 2^e langue en Hypokhâgnes, TOEFL (520 points)
- **Italien** Niveau correct : étudié jusqu'en terminale, 1 mois et demi chez l'habitant.
- **Informatique** : Cours à la faculté et grande pratique des logiciels de bureautique, Word, Excel, Powerpoint et FileMaker Pro. Très bonne connaissance des environnements Windows et Mac et Utilisation de Linux.

DIVERS

- **Sous-Lieutenant de Réserve de l'Armée de Terre.**
- **Médaille de la Défense nationale, échelon de Bronze, avec Agrafe « Armée de Terre »**